PRESENTS :

DOUETTE Emmanuel, Bourgmestre - Président;
JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, DEGROOT Florence, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, Echevins ;
OTER Pol, Président du CPAS ;
RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole , CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, VOLONT Sandrine, GERGAY Audrey, VOLONT Johan, DOSSOGNE François, SNYERS Amélie, MANTULET Mélanie, DEVILLERS Jean-Yves, FYON Thomas, DECROUPETTE Jean-Paul, JADOT Delphine, Membres ;
DEBROUX Amélie, Directrice générale.

EXCUSE(E)(S)

Début de séance : 19h55

Séance publique

Le Conseil communal par 23 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JADOT Delphine, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

D'ajouter les points suivants en urgence à l'ordre du jour :

- Autorisation à délivrer à un grade légal pour l'exercice d'une activité complémentaire - Décision (huis clos)
- Travaux de démolition/reconstruction d'une partie de l'Hôtel de Ville de Hannut avec intégration des services du CPAS et de la RCA de Hannut - Ter - Approbation des conditions et du mode de passation

1. Information(s)

Néant.

2. Centre Public d'Action Sociale - Perte d'une des conditions d'éligibilité et déchéance de plein droit d'un membre du Conseil de l'Action Sociale - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, tel que modifié à ce jour ;

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale, telle que modifiée à ce jour, et plus particulièrement son article 18 lequel précise "..... Le membre du conseil qui perd l'une ou

l'autre des conditions d'éligibilité ne peut plus continuer l'exercice de ses fonctions.....Le collège en informe le conseil et l'intéressé. Celui-ci peut communiquer, au collège, dans un délai de quinze jours, ses moyens de défense. Le conseil prend acte de la perte de l'une ou l'autre des conditions d'éligibilité et constate la déchéance de plein droit. Il procède au remplacement du membre concerné.....";

Vu la délibération du Conseil communal du 3 décembre 2018, tel que modifiée à ce jour, élisant de plein droit les onze conseillers de l'action sociale présentés par les groupes politiques "Liste du Mayor, PS, H+ et ECOLO" et constituant comme suit le Conseil de l'Action Sociale :

- **Groupe "Liste du Mayor"**
 - o OTER Pol
 - o JADOT Delphine
 - o HOUSSA Jean-Marc
 - o DORMAL Fabian
 - o GRAMME Sylvie
 - o BAYET Marie
 - o DEWAERSEGGERS Corine
- **Groupe "H+"**
 - o JADOT Marc
 - o BEINE Viviane
- **Groupe "PS"**
 - o LIBIN Vincent
- **Groupe "ECOLO"**
 - o STORM Béatrix

Considérant à cet égard, la délibération du Conseil communal du 29 septembre 2022 validant de plein droit l'élection de Madame Marie BAYET, membre du groupe « Liste du Mayor » et ce, en remplacement de Madame Mélanie MANTULET, démissionnaire ;

Considérant que conformément à l'article 7 de la loi susvisée, il faut pour pouvoir être élu et rester membre d'un conseil de l'action sociale, remplir 3 conditions d'éligibilité, et notamment "être inscrit au registre de la population de la commune" ;

Considérant le courriel du 06 août 2024 de Madame Marie BAYET nous informant ne plus être inscrite au registre de la population de notre commune ce, depuis le 08 juillet 2024 ; que dès lors, elle ne peut plus continuer l'exercice de ses fonctions de Conseillère de l'action sociale ;

Sur proposition du Collège communal,

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article unique - De la perte d'une des conditions d'éligibilité à l'encontre de Madame Marie BAYET et constate sa déchéance de plein droit en qualité de membre du Conseil de l'Action Sociale.

3. Centre Public d'Action Sociale - Validation de l'élection de plein droit d'un membre du Conseil de l'Action sociale - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, tel que modifié à ce jour ;

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action Sociale, tel que modifiée à ce jour ;

Vu la délibération du Conseil communal du 3 décembre 2018, telle que modifiée à ce jour, procédant à l'élection des Conseillers de l'Action sociale à la suite des élections communales du 14 octobre 2018 et constituant, à la date du 29 septembre 2022, le Conseil de l'action Sociale comme suit :

- **Groupe "Liste du Mayor"**
 - o OTER Pol
 - o JADOT Delphine
 - o HOUSSA Jean-Marc
 - o DORMAL Fabian
 - o GRAMME Sylvie
 - o BAYET Marie
 - o DEWAERSEGGERS Corine

- **Groupe "H+"**
 - o JADOT Marc
 - o SNYERS Amélie

- **Groupe "PS"**
 - o LIBIN Vincent

- **Groupe "ECOLO"**
 - o STORM Béatrix

Vu la délibération du Conseil communal de ce jour prenant acte de la perte d'une des conditions d'éligibilité à l'encontre de Madame Marie BAYET et constatant sa déchéance de plein droit en qualité de membre du Conseil de l'Action Sociale ;

Vu, à cet égard, l'acte de présentation déposé par le groupe "Liste du Mayor" et proposant la candidature de Madame Mélanie MANTULET et ce, pour assurer le remplacement de Madame Marie BAYET précitée ;

Considérant que cet acte de présentation respecte toutes les règles de forme, notamment les signatures requises ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - de valider de plein droit l'élection de Madame Mélanie MANTULET, domiciliée au n°7A de la rue de Lens-Saint-Servais à 4280 Hannut, en qualité de membre du Conseil de l'Action sociale (Groupe LMR), en remplacement de Madame Marie BAYET, déchue de plein droit et dont elle achèvera le mandat.

Article 2 - Le Conseil de l'Action sociale est dès lors constitué comme suit :

- **Groupe "Liste du Mayor"**
 - o OTER Pol
 - o JADOT Delphine
 - o HOUSSA Jean-Marc
 - o DORMAL Fabian
 - o GRAMME Sylvie
 - o DEWAERSEGGERS Corine
 - o MANTULET Mélanie

- **Groupe "H+"**
 - JADOT Marc
 - SNYERS Amélie
- **Groupe "PS"**
 - LIBIN Vincent
- **Groupe "ECOLO"**
 - STORM Béatrix

4. Représentation communale au sein de l'intercommunale "RESA Holding S.C." - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1512-3, L 1523-1 et suivants ;

Vu le Décret du 29 mars 2018 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en vue de renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales ;

Vu la circulaire du 23 octobre 2018 relative à l'installation des nouveaux organes dans les intercommunales, les régies autonomes, les associations de projets, les Asbl et les associations chapitre XII dans le cadre des élections communales du 14 octobre 2018 ;

Vu les délibérations du Conseil communal du :

- 17 juin 2002 désignant le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité "RESA" ;
- 3 décembre 2018 formant les groupes politiques du conseil communal, tels qu'ils résultent du scrutin du 14 octobre 2018, à savoir 15 membres pour le groupe "Liste du Mayor", 5 membres pour le groupe "H+", 3 membres pour le groupe "PS" et 2 membres pour le groupe "ECOLO" ;
- 24 novembre 2022 désignant les 5 délégués communaux aux assemblée générales de l'intercommunale "RESA", à savoir MM. Leclercq, Hougardy, Callut, Devillers et Mme Mantulet ;

Vu la délibération du Collège communal du 22 mars 2024 optant pour le système votal "libre" en mandatant chaque délégué communal à se rendre à l'assemblée générale extraordinaire du 27 mars 2024 et à y voter en toute connaissance de cause sur tous les points inscrits à son ordre du jour ;

Considérant que la convocation à l'assemblée générale extraordinaire du 27 mars 2024 s'inscrivait dans la perspective de la concrétisation du projet de scission partielle d'ENODIA par transfert, à la société "RESA HOLDING" duquel il résulte, après sa réalisation, une détention par RESA HOLDING de 99,95% de ses actions, en lieu et place d'ENODIA ;

Considérant le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 27 mars 2024 de "Resa Holding" ;

Considérant que les conditions suspensives étant réalisées depuis le 6 mai dernier, notre commune est donc devenue actionnaire de RESA HOLDING à concurrence de 127.001 actions ;

Considérant les statuts coordonnés des intercommunales "RESA" et "RESA Holding" ;

Considérant qu'à des fins organisationnelles, il convient de procéder à la désignation des 5 délégués communaux afin de représenter la Ville lors des prochaines assemblées générales ordinaires et extraordinaires de l'intercommunale "RESA Holding" ;

Considérant que l'article L 1523-11 du Code susmentionné prévoit que les délégués des communes associées à l'assemblée générale sont désignés par le conseil communal de chaque commune parmi les membres des conseils et collèges communaux, proportionnellement à la composition dudit Conseil

communal ; que le nombre de délégués de chaque commune est fixé à cinq parmi lesquels trois au moins représentent la majorité du conseil communal ;

Considérant que l'application de la clé d'Hondt aux élus lors des élections du 14 octobre 2018 donne le résultat suivant : quatre délégués pour le groupe politique « Liste du Mayor - LMR » et un délégué pour le groupe « Hannut Positif - H+ » ;

Considérant que dans un souci de cohérence et d'harmonisation, il serait de bonne administration d'élire les mêmes représentants auprès des intercommunales "RESA" et "ENODIA" ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - De désigner les 5 délégués communaux aux assemblées générales de l'intercommunale "RESA Holding", à savoir Olivier Leclercq, Didier Hougardy, Eric Callut, Jean-Yves Devillers et Mélanie Mantulet."

Article 2 - De transmettre la présente décision à l'intercommunale "RESA HOLDING S.C." Intercommunale sise au n°11 de la rue Ste Marie à 4000 LIEGE.

5. Intercommunale "ENODIA" - Convocation à l'assemblée générale extraordinaire du 30 septembre 2024 - Vote sur les points inscrits à l'ordre du jour - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L 1122 - 30, L 1512 - 3 et L 1523 - 1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil communal du 24 novembre 2022 désignant les nouveaux délégués communaux pour siéger au sein des assemblées générales de l'intercommunale "Enodia" et ce, suite aux élections communales du 14 octobre 2018 ;

Considérant qu'en effet, la Ville doit être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale "Enodia" par cinq délégués, désignés à la proportionnelle, trois au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant les statuts de l'intercommunale "Enodia" ;

Considérant le courrier du 27 août 2024 de la Présidente et de la Directrice générale faisant fonction du Conseil d'Administration de l'intercommunale "Enodia", convoquant l'assemblée générale extraordinaire pour le lundi 30 septembre 2024 à 17 heures 30' au siège de ladite société ;

Considérant que le Conseil communal doit se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale adressé par l'intercommunale ;

Considérant que l'ordre du jour de cette assemblée s'établit comme suit :

1. Révision des modalités de paiement du dividende décidé le 21 décembre 2023 ;
2. Pouvoirs ;

Sur proposition du Collège communal ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - de voter en faveur de l'adoption des points inscrits à l'ordre du jour, à savoir :

1. **Révision des modalités de paiement du dividende décidé le 21 décembre 2023**

Le Conseil communal approuve la proposition de :

- Confirmer, sur la base de l'état comptable actif et passif au 30 septembre 2023 et du rapport du collège des réviseurs relatif à cet état que, le 21 décembre 2023, Enodia remplissait les conditions (test de solvabilité) pour décider de la distribution qu'elle a décidée ;
- Confirmer, sur la base des comptes annuels 2023 et du rapport du collège des réviseurs relatifs à ces comptes, qu'Enodia remplissait toujours les conditions (test de solvabilité) pour décider cette distribution au 31 décembre 2023, soit quelques jours après la décision de distribution ;
- Réviser les modalités de paiement du dividende en décidant du paiement du dividende de 150 M€ en octobre 2024 ;
- Décider que la liquidation du dividende intervient sous toutes réserves, et que l'acceptation par chaque associé du paiement du dividende implique la reconnaissance que les décisions judiciaires qui seront prononcées dans le litige introduit par la Ville d'Andenne le 20 juin 2024 lui seront opposables et s'imposeront à lui, même si elles impliquent in fine l'obligation de rembourser en tout ou en partie à Enodia le montant payé au titre du dividende de 150 M€.

2. **Pouvoirs**

Le Conseil communal approuve la proposition de donner mandat au Directeur général f.f., à la Directrice financière et à la responsable du département - finances et au responsable administratif-Instances, chacun avec la faculté d'agir seul et le pouvoir de substitution, pour accomplir toutes les formalités nécessaires ou utiles relatives aux décisions adoptées lors de la présente assemblée générale, y compris auprès du guichet d'entreprise, du greffe du tribunal de l'entreprise compétent, de la banque - carrefour des entreprises, de la Banque Nationale de Belgique, du secrétariat social, de l'ONSS, de l'administration de la TVA, de l'administration des impôts sur le revenu et de toute administration, autorité, entité ou personne publique ou privée (y compris employés, clients, fournisseurs, débiteurs et créanciers).

Article 2 - de transmettre la présente délibération à l'intercommunale "Enodia".

**6. Octroi d'une subvention directe en numéraire au comité de jumelage "Hannut-Kaplan" -
Décision et conditions**

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel que modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les Pouvoirs Locaux ;

Vu la demande de subside introduite en date du 19 janvier 2024 émanant du responsable du Comité de Jumelage Hannut – Kaplan ;

Considérant que les activités des Comités de Jumelage poursuivent un intérêt public et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville de Hannut dans le domaine associatifs ;

Considérant son arrêté du 24 février 2022 accordant un délai supplémentaire pour justifier le subside de 2.000,00 euros ainsi accordé au Conseil communal du 20 mai 2021, au 31 décembre 2023 ;

Considérant la délibération du Collège communal du 15 décembre 2023 admettant la facture produite par le Comité de Jumelage Hannut - Kaplan justifiant le subside octroyé par le conseil communal du 20 mai 2021 d'un montant de 2.000€ ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget ordinaire pour l'exercice 2024, sous l'article 76302/332-02 ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - Le Conseil communal décide d'octroyer au Comité de Jumelage Hannut - Kaplan une subvention directe en numéraire d'un montant de 2.000,00 € (deux milles euros) ;

Article 2 – Cette subvention devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente au fonctionnement général du comité et sera liquidée en une seule fois ;

Article 3 - Pour le 31 décembre 2024 au plus tard, le bénéficiaire dont il est question à l'article 1er devra produire une pièce ou toute autre pièce justificative attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée ;

Article 4 – Le Comité, dont question à l'article 1er, devra rembourser la subvention octroyée sans délai dans le cas où :

- elle ne rentrerait pas une facture ou toute autre pièce justificative attestant de l'utilisation de la subvention ainsi accordée pour le 31 décembre 2024 ;
- elle s'opposerait au contrôle sur place par la Ville de Hannut ;
- elle n'utiliserait pas la subvention octroyée aux fins définies par la convention ;

Article 5 – Le Conseil communal mandate Monsieur le Directeur financier afin de procéder au versement de la subvention respective ci-dessus mentionnée.

7. Adoption d'une ordonnance de police réglementant l'affichage électoral en vue des élections communales et provinciales du 13 octobre 2024

Vu les articles 119, 134 et 135, §2 de la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel que modifié par le décret du 1er juin 2023, les articles L 1133-1, L 4112-10, L 4112-11, L 4112-14, §§1er et 2, 4°, L 4124-1 §1er et L 4130-1 à L 4130-4 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le décret relatif à la voirie communale du 06 février 2014, les articles 60, §2, 2°, et 65 ;

Considérant que les prochaines élections communales et provinciales se dérouleront le dimanche 13 octobre 2024 ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures en vue d'interdire certaines méthodes d'affichage électoral et d'inscription électorale ainsi que de distribution et l'abandon de tracts en tous genres sur la voie publique, ces méthodes constituant des atteintes à la tranquillité et la propreté publiques ;

Considérant qu'il convient notamment d'adopter une réglementation déterminant avec précision les lieux publics où l'affichage électoral sera toléré, à l'exclusion de tous autres ;

Considérant qu'il est également absolument nécessaire, en vue de préserver la sûreté et la tranquillité publiques, durant la période électorale, de prendre des mesures en vue d'interdire l'organisation de caravanes motorisées nocturnes dans le cadre des élections ;

Vu l'Arrêté de police du Gouverneur de la province de Liège pris en date du 29 mai 2024 et sans préjudice de ce dernier et des articles L 4130-2 à L 4130-4 susmentionnés du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - Jusqu'au 13 octobre 2024 à 15 heures, il est interdit d'abandonner des tracts et autres prospectus électoraux sur la voie publique.

Article 2 - L'affichage électoral sur les panneaux placés par les services communaux en vue des élections du 13 octobre 2024 est autorisé aux endroits suivants, à l'exclusion de tous autres :

1. Athénée Royal, rue de Tirlemont, 20, Hannut
2. Athénée Royal, rue des Aisnes, Hannut
3. Ancienne maison communale, rue Grammia, 1, Abolens
4. Eglise (trottoir d'en face) rue Maurice Withofs Avernas-le-Bauduin
5. Ancienne école communale, rue du Henrifontaine, 2, Bertrée
6. Ancienne maison communale, rue du Château, 21, Blehen
7. Salle communale, rue G. Wauthier, 1, Cras-Avernas
8. Ancienne école communale, rue de Wasseiges, 11, Crehen
9. Salle communale, rue des Bourgmeslres, 6, Lens Saint Remy
10. Ancienne maison communale, rue des Mayeurs, 15, Poucet
11. Ancienne école communale, rue de la Crosse, 5, Villers le Peuplier
12. Ecole communale, rue du Tombeu, 7, Moxhe
13. Ancienne école, rue Saint Etienne, 3, Avin
14. Ancienne maison communale, rue des Quatre Vents, 2, Trognée
15. Ecole communale, rue du Chiroux, 18, Thisnes
16. Ecole communale, rue du Marquat, 10, Merdorp
17. Salle « Le Foyer », rue Mayeur J. Debras, 15, Grand-Hallet
18. Salle communale, rue de Wansin, 12, Petit-Hallet
19. Eglise (Mur du cimetière), rue Sainte-Apoline Wansin
20. Résidence "Loriers" rue d'Avernas, 20 Hannut

Les emplacements d'affichage sur ces panneaux seront répartis d'une manière équitable entre les différentes listes en présence, à savoir dans chaque section de commune (sauf pour les 6 bureaux de vote de Hannut-Centre aux deux entrées desquelles 2 X 4 panneaux seront installés), 4 panneaux de 122 X 244 centimètres pour l'ensemble des partis politiques présentant une liste de candidats à l'élection communale et/ou à l'élection provinciale, la répartition s'opérant en réservant une priorité aux listes complètes par rapport aux listes incomplètes.

Article 3 - Les affiches électorales et les tracts, identifiant ou non des candidats, ne peuvent être utilisées que si elles sont dûment munies du nom d'un éditeur responsable et qu'elles indiquent la mention « ne pas jeter sur la voie publique ».

Aucune affiche, aucun tract, aucune inscription ne peut inciter, ni expressément ni implicitement, au racisme ou à la xénophobie, ni rappeler, directement ou indirectement, les principes directeurs du nazisme ou du fascisme.

Article 4. Le placement des affiches aux endroits visés à l'article 2 ou aux endroits qui ont été autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance, est interdit :

- entre 22 heures et 07 heures, et cela du 13 juillet jusqu'au 12 octobre 2024 ;
- du 12 octobre 2024 à 22 heures au 13 octobre 2024 à 15 heures.

Article 5 - Les services de police sont expressément chargés :

- d'assurer la surveillance des lieux et endroits publics jusqu'au lendemain des élections ;
- de dresser procès-verbal à l'encontre de tout manquement ;
- par requête aux services communaux, de faire enlever ou disparaître toute affiche, tract, ou inscription venant à manquer aux prescriptions de la présente ordonnance ou aux dispositions légales en la matière.

Les enlèvements précités se feront aux frais des contrevenants.

Article 6 - Tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni, pour les infractions concernées, par les sanctions énoncées dans le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale. Pour les autres infractions, tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni des sanctions prévues par le règlement de police communal.

Article 7 - Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête auprès du Conseil d'État sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://leproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la présente ordonnance, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'État du 12 janvier 1973.

Article 8 - Copie de la présente ordonnance sera transmise :

- au Gouverneur de Province ;
- au Collège Provincial, avec un certificat de publication ;
- au greffe du Tribunal de Première Instance de Liège (Division de Huy) ;
- au greffe du Tribunal de Police de Liège (Division de Huy) ;
- à Monsieur le chef de la zone de police "Hesbaye Ouest" ;
- au Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale ;
- au siège des différents partis politiques.

Article 9 - La présente ordonnance sera publiée conformément à l'article L 1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

8. Projet de développement du site de l'ancienne gare de Hannut - Attribution de dénominations à deux nouvelles voies publiques

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1122 - 30 ;

Vu le Décret du Conseil de la Communauté française du 28 janvier 1974 relatif au nom des voies publiques, tel que modifié par le Décret du 03 juillet 1986 ;

Vu la circulaire ministérielle du 07 décembre 1972 relative aux dénominations des voies et places publiques ;

Vu la circulaire du 23 février 2018, modifiée le 4 novembre 2020, du Service Public Fédéral Intérieur (Direction générale Institutions et Population) relative à Best-Adress - Directives et recommandations pour la détermination et l'attribution d'une adresse et d'un numéro d'habitation ;

Vu la circulaire du 8 mars 2023 de Monsieur Christophe Collignon, Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville, relative à la féminisation des noms de voirie et des lieux publics communaux ;

Vu les recommandations émises par la Section wallonne de la Commission royale de Toponymie et de Dialectologie concernant la dénomination des voies publiques en région de langue française ;

Considérant le projet de développement urbain en cours sur le site de l'ancienne gare de Hannut instruit par la Ville en collaboration avec un promoteur immobilier dans le cadre d'une opération de revitalisation urbaine ;

Considérant qu'en date du 23 mars 2023, un permis unique pour la construction de 4 immeubles à appartements (55 logements) et création de voiries et d'espaces publics avec assainissement du sol a dans le cadre de ce dossier été confirmé et octroyé sur recours par les Ministres de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire ;

Vu sa délibération en date du 25 janvier 2024 décidant de procéder à l'acquisition des parcelles de terrain sur lesquelles seront aménagés les espaces publics et les voiries prévus par ce projet ;

Considérant que l'acte authentique d'acquisition de ces biens a été passé le 26 janvier 2024 devant le Collège des notaires de Hannut ;

Considérant qu'il convient aujourd'hui d'attribuer une dénomination publique aux deux nouvelles voiries qui seront aménagées au terme du projet urbanistique considéré ;

Considérant la proposition du Collège communal d'attribuer à ces nouvelles voiries, compte tenu des activités développées jadis sur le site de l'ancienne gare de Hannut, les dénominations « allée des Voyageurs » et « passage des Marchandises » ;

Considérant l'avis favorable émis en date du 1er juillet 2024 sur ces propositions par la Commission royale de Toponymie et de Dialectologie ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 22 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JADOT Delphine, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol), 2 voix contre (DOSSOGNE François, VOLONT Johan) et 0 abstention ;

DECIDE :

Article 1^{er} – d'attribuer la dénomination publique « allée des Voyageurs » au tronçon de voirie désigné sous liseré vert au plan annexé à la présente délibération.

Article 2 – d'attribuer la dénomination publique « passage des Marchandises » au tronçon de voirie désigné sous liseré bleu au plan annexé à la présente délibération.

Article 3 - de proposer au Service Public Fédéral Intérieur l'attribution des codes rue :

- n° 79 à la voie publique désignée à l'article 1er ;
- n° 80 à la voie publique désignée à l'article 2.

9. Déclaration unilatérale de reconnaissance par prescription acquisitive de l'acquisition de biens immeubles sis ruelle des Mottes à Avin

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment son article L 1122-30 ;

Vu l'ancien Code civil, et notamment ses articles 2219 et suivants du Titre XX relatif à la prescription ;

Vu la loi du 4 février 2020 portant le livre 3 "les biens" du Code civil ;

Vu la circulaire de Monsieur le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville du 20 juin 2024 relative aux opérations patrimoniales des pouvoirs locaux ;

Considérant le courrier réceptionné le 16 juillet 2024 par lequel Madame Isabelle Husquinet, domiciliée ruelle des Mottes, 21 à 4280 Hannut (Avin), sollicite la reconnaissance par la commune de la prescription acquisitive d'une parcelle de terrain cadastrée sous Hannut, 12ème Division (Avin), section A, n° 524/2 ;

Considérant que ladite parcelle de terrain, qui traverse la propriété de l'intéressée et se prolonge sur d'autres parcelles de terrain non bâties appartenant à un autre particulier, est en réalité un tronçon de l'ancien lit du ruisseau " le Mohéry" aujourd'hui désaffecté ;

Considérant que Madame Isabelle Husquinet a acquis ses parcelles de terrain en 1991 en vue d'y ériger deux ans plus tard, en 1993, son habitation ; que l'intéressée déclare ne pas avoir eu connaissance, à aucun moment depuis l'acquisition des dites parcelles, de l'existence de cet ancien lit ;

Considérant que cette situation n'est pas contestée par la commune et que celle-ci n'a, depuis cette époque, posé aucun acte de mainmise matérielle (de jouissance ou d'usage) sur le bien considéré ; qu'aucun fermage, loyer ou autre redevance n' a jamais été perçu pour son occupation ;

Considérant le courrier électronique du 22 juillet 2024 par lequel Madame Laura Fraineux, Expert financier au service de la Documentation patrimoniale du Service Public Fédéral Finances, a confirmé que la parcelle de terrain communale en cause a été créée et enregistrée au Cadastre en 1948 (croquis 1948/18) suite au détournement du ruisseau et qu'elle a donc intégré à l'époque le domaine privé de la commune ;

Considérant qu'il y a donc lieu de considérer qu'en l'espèce, les conditions pour reconnaître la prescription acquisitive sont rencontrées et qu'il convient de faire droit à la demande de l'intéressée et de faire bénéficier des effets de cette prescription au propriétaire susmentionné des autres parcelles de terrain traversées par l'ancien lit du ruisseau ;

Considérant que la prescription acquisitive est un moyen d'acquérir la propriété d'un bien par sa possession prolongée pendant un certain temps - 10 ans ou 30 ans selon que le possesseur est ou non de mauvaise foi au moment de son entrée en possession - et qui est fondé sur la possession, c'est-à-dire le fait pour une personne de se comporter comme si elle était le propriétaire ou le titulaire du bien, indépendamment de la question de savoir si elle en est effectivement titulaire ; pour qu'elle puisse jouer, elle doit être "continue, paisible, publique et non équivoque" ; que ces qualités sont présumées, sauf preuve contraire ; que les biens des communes ne faisant pas partie du domaine public sont soumis aux mêmes prescriptions que les particuliers, et peuvent les opposer ; que la prescription acquisitive est constatée par décision de justice, par un accord entre le titulaire dépossédé et le possesseur ou encore par une déclaration unilatérale du titulaire dépossédé ; que s'ils ont trait à des biens immeubles, la décision de justice ou, s'ils sont actés authentiquement, l'accord ou la déclaration unilatérale doivent être transcrits dans les registres du bureau compétent de l'administration générale de la Documentation patrimoniale ;

Considérant le plan de division dressé le 2 septembre 2024 par Monsieur François Thonon, géomètre-expert à 4317 Faimés ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier n'est pas requis et que celui-ci n'a pas émis d'avis d'initiative ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - de constater l'acquisition par prescription acquisitive du bien communal suivant par le propriétaire des parcelles cadastrées sous Hannut, 12ème division (Avin) section A, n° 524/A, n° 525/A et n° 525/B2 :

- Partie de la parcelle de terrain cadastrée sous Hannut, 12ème division (Avin), section A, n° 524/02, étant un tronçon de l'ancien lit du ruisseau "le Mohéry", et telle que délimitée sous liseré jaune pour une contenance de 381 centiares au plan de division dressé le 2 septembre 2024 par Monsieur François Thonon, géomètre-expert à 4317 Faimés ;

Article 2 - de constater l'acquisition par prescription acquisitive des biens communaux suivants par le propriétaire de parcelles de terrain cadastrées sous Hannut, 12ème division (Avin) section A, n° 526, n° 527/A, n° 528/B, n° 528/C, n° 529/C, n° 529/D, n° 529/E et n° 529/F :

- Partie de la parcelle de terrain cadastrée sous Hannut, 12ème division (Avin), section A, n° 524/02, étant un premier tronçon de l'ancien lit du ruisseau "le Mohéry", et telle que délimitée sous liseré vert pour une contenance de 107 centiares au plan de division dressé le 2 septembre 2024 par Monsieur François Thonon, géomètre-expert à 4317 Faimés ;
- Parcelle de terrain cadastrée sous Hannut, 12ème division (Avin), section A, n° 528/3 pour une contenance de 16 centiares, et étant un second tronçon de l'ancien lit du ruisseau "le Mohéry" ;
- Parcelle de terrain cadastrée sous Hannut, 12ème division (Avin), section A, n° 528/4 pour une contenance de 66 centiares, et étant un troisième tronçon de l'ancien lit du ruisseau "le Mohéry" ;
- Parcelle de terrain cadastrée sous Hannut, 12ème division (Avin), section A, n° 529/2 pour une contenance de 33 centiares, et étant un quatrième tronçon de l'ancien lit du ruisseau "le Mohéry".

Article 3 - d'imposer aux propriétaires visées à l'article 1er et 2 de faire appel, à leurs frais exclusifs (en ce compris les frais inhérents à l'établissement d'un plan de division et de bornage), au Collège des notaires de Hannut ou au Comité d'Acquisition d'immeubles de Liège pour constater authentiquement les déclarations unilatérales visées aux mêmes articles.

10. Vente d'un bien immeuble sis Impasse Farine à Trognée - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, tel que modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 27 mars 2024, et notamment ses articles L 1222-1, L 1222-1bis, L 1222-1ter, L 1222-1quater, L 1222-1quinquies, L 3511-1, L 3512-1 et L 3512-2 ;

Vu la circulaire de Monsieur le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville du 20 juin 2024 relative aux opérations patrimoniales des pouvoirs locaux ;

Considérant que la Ville est propriétaire d'un bien immeuble sis Impasse Farine, n° 9 à 4280 Hannut (Trognée) ;

Considérant que ce bien est plus précisément une parcelle de terrain sur laquelle a été érigée au début du siècle passé une dépendance servant de grange à une habitation appartenant à un particulier décédé le 30 avril 2023, et avec lequel la Ville avait entamé avant son décès des négociations en vue de lui vendre le bien qu'il occupait de bonne foi depuis cette époque ;

Considérant que par testament, l'intéressé a légué son immeuble d'habitation à la Fondation belge contre le Cancer, qui a mandaté l'étude du notaire François Hermann de Hannut pour procéder à sa mise en vente de gré à gré ;

Considérant la proposition faite par ce dernier à la commune de reprendre les négociations en vue de finaliser la vente de ce bien communal improductif et dont la conservation ne présente aucun intérêt ou utilité pour la commune, qui en supporte par ailleurs le précompte immobilier y afférent ;

Considérant qu'en date du 31 août 2023, Mr Philippe Pirenne, Directeur du Comité d'Acquisition d'immeubles de Liège, a attribué audit bien une valeur vénale de 15.000,00 € ;

Considérant qu'en date du 26 août 2024, les services du Comité d'Acquisition d'immeubles de Liège ont confirmé la validité de cette expertise ;

Considérant que rien ne s'oppose dès lors, dans ce contexte, à ce que la Ville procède à la vente du bien en cause ;

Considérant qu'au vu de ce contexte et de la situation particulière du bien considéré, lequel ne peut en effet intéresser que les acquéreurs de l'habitation mise en vente par l'étude du notaire François Hermann, il ne s'avère pas opportun de recourir à une vente publique ou de procéder à des mesures de publicité ;

Considérant le projet d'acte authentique annexé à la présente délibération ;

Considérant que l'avis du Directeur financier n'est pas requis et que celui-ci n'a pas remis d'avis d'initiative ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1^{er} – La commune procèdera à la vente du bien désigné ci-après :

- Bâtiment rural sur et avec terrain, l'ensemble sis Impasse Farine, 9+, cadastré ou l'ayant été sous Ville de Hannut, 11ème division (Trognée), section A numéro 178/02/A P0000, pour une contenance d'un are quatre-vingt-cinq centiares (01a 85ca).

Article 2 – La commune procèdera à la vente du bien dont il est question à l'article 1er :

- de gré à gré ;
- pour le prix de 15.000,00 € ;
- et aux autres conditions énoncées au projet d'acte authentique annexé à la présente délibération.

11. Opération de développement urbain "Centre II Hannut" - Acquisition d'un bien immeuble sis rue Vasset - Décision

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, tel que modifié par le décret du Conseil Régional Wallon du 27 mars 2024, et notamment ses articles L 1222-1, L 1222-1bis, L 1222-1ter, L 1222-1quater, L 1222-1quinquies, L 3511-1, L 3512-1 et L 3512-2 ;

Vu le Code de Développement Territorial, et notamment ses D.V.13 et D.V.14 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2023 portant sur l'accompagnement et le soutien financier apportés aux opérations de développement urbain ;

Vu la circulaire de Monsieur le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville du 20 juin 2024 relative aux opérations patrimoniales des pouvoirs locaux ;

Vu la délibération du Conseil communal du 19 mai 2020 décidant de relancer l'opération de rénovation urbaine approuvée par le Gouvernement wallon le 19 août 1999 et d'en approuver le périmètre provisoire ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 juin 2023 décidant d'approuver le dossier complet de rénovation urbaine et de transmettre celui-ci au Service Public de Wallonie, Département de l'Aménagement du territoire et urbanisme Direction de l'Aménagement opérationnel ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 février 2024 décidant d'introduire sur le Guichet des pouvoirs locaux un dossier simplifié portant sur une opération de développement urbain à mener dans un quartier prioritaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 mai 2024 décidant d'approuver l'opération de développement urbain "Centre II" de Hannut et d'accorder à la commune une subvention d'un montant de 823.195,00 € en vue de mener cette opération ;

Considérant le projet d'aménagement d'une liaison cyclo-piétonne entre la places centrales et la rue Jean Mottin prévu par ladite opération de développement urbain ainsi approuvée par le Gouvernement wallon ;

Considérant que ce projet prévoit l'acquisition par la Ville d'une parcelle de terrain accessible par la rue Vasset ;

Considérant que le propriétaire de ce bien immobilier a accepté le principe d'en céder à l'amiable la propriété à la commune afin de permettre à celle-ci de réaliser son projet ;

Considérant les plans de division du bien considéré dressé en date du 4 avril 2023 par Monsieur Paul Grégoire, géomètre-expert immobilier à 4280 Hannut, rue Belle-Vue, 35 ;

Considérant qu'en date du 20 août 2024, le Collège des notaires de Hannut a dressé un rapport d'expertise au terme duquel une valeur vénale de 215.000,00 € hors frais d'acte a été attribuée au dit bien ;

(Considérant le projet d'acte authentique d'acquisition annexé à la présente délibération) ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2024, en dépenses sous l'article 930/711-60 et en recettes sous l'article 930/665-52 (Projet 20240014) ;

Considérant que l'avis de légalité favorable rendu en date du 28 août 2024 par le Directeur financier ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - Le Conseil communal décide d'acquérir le bien suivant :

- Parcelle de terrain sise à Hannut, rue Vasset, cadastrée ou l'ayant été, d'après extrait cadastral datant de moins d'un an, première division (Hannut), section B, numéro 846/X partie, d'une superficie totale de onze ares cinquante-trois centiares (11a 53ca), et étant le lot 1 délimité sous liseré jaune au plan de division dressé en date du 14 août 2024 par Monsieur Paul Grégoire, géomètre-expert immobilier à 4280 Hannut, rue Belle-Vue, 35.

Article 2 - L'acquisition dont il est question à l'article 1er sera réalisée :

- pour cause d'utilité publique, dans le cadre de l'opération de développement urbain menée par la commune ;
- et moyennant paiement d'un prix de 210.000,00 €, hors frais d'acte.

Le Collège communal est chargé d'approuver :

- le projet d'acte authentique afférent à cette acquisition, assorti des servitudes visées dans le courrier électronique en date du 22 août 2024 de Madame Catherine Gerard, notaire à 4000 Liège,
- les modifications à apporter en raison de ces servitudes au plan de division visé à l'article 1er.

12. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'IHECS de Bruxelles dans le cadre du projet "Troubles têtes" - Décision et conditions

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, modifié par le Décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant le courriel du 12 juin 2024 de Mademoiselle Emeline Demeyer, étudiante en journalisme à l'Institut des Hautes Etudes de Communications Sociales (IHECS) de Bruxelles, relatif à une demande de soutien financier ou logistique pour la réalisation, avec deux autres étudiantes, d'un documentaire sur l'inclusion des personnes en situation de handicap dans le monde du travail ;

Considérant que la réalisation d'un tel documentaire rencontre l'objectif stratégique n° 2 du PST à savoir, "être une commune dans laquelle chacun trouve sa place", et que ce projet s'inscrit par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville dans le domaine de l'inclusion de la personne en situation de handicap ;

Considérant que l'établissement scolaire "IHECS" ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation d'une subvention reçue précédemment par la Ville ;

Considérant que les crédits budgétaires sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2024 sous l'article 849/332-02 ;

Article 1er – Le Conseil communal accordera à l'Institut des Hautes Etudes de Communications Sociales (IHECS) de Bruxelles, enregistré sous le numéro BE 0401.271.083 à la Banque-Carrefour des Entreprises et ayant son siège social rue de l'Etuve, 58-60 à 1000 Bruxelles, une subvention directe en numéraire d'un montant de 200,00 € (deux cents euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente à la réalisation, dans le cadre de leur mémoire, du documentaire "Troubles-têtes" par Mesdemoiselles Emeline Demeyer et Nassim Kashkooli et Monsieur Ibrahim Molugh, étudiants au sein de l'établissement concerné ;
- sera liquidée :
 - en une fois ;
 - postérieurement à la réalisation du documentaire susmentionné ;
 - et postérieurement à la production des pièces justificatives prévues à l'article 2 ;

Article 2 - Pour le 30 juin 2025 au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1er devra produire les justificatifs attestant de l'utilisation de la subvention accordée en vertu de la présente délibération.

Article 3 - L'Institut des Hautes Etudes de Communications Sociales (IHECS) devra sans délai rembourser la subvention octroyée dans le cas où il :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été accordée.

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article unique – d'émettre un avis de principe favorable sur la proposition précitée à soumettre à la prochaine réunion du Conseil communal.

13. Octroi d'une subvention directe en numéraire à l'Asbl "HESL" - Décision et conditions

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, modifié par le Décret du Conseil Régional Wallon du 31 janvier 2013, notamment ses articles L 3331-1 à L 3331 - 8 ;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 de Monsieur Paul FURLAN, Ministre des Pouvoirs Locaux et de la Ville, relative à l'octroi des subventions par les pouvoirs locaux ;

Considérant la demande introduite le 8 août 2024 par Monsieur Paul Vigneront, secrétaire de l'Asbl "HESL" sollicitant une subvention dans le cadre l'organisation des stages pour enfants à besoins spécifiques durant l'année 2024 ;

Considérant la collaboration nouée par la commune avec ladite Asbl depuis de nombreuses années en vue de l'organisation et l'animation de stages sportifs et culturels pour les enfants, adolescents et étudiants durant les périodes scolaires ;

Considérant la dernière convention de collaboration conclue dans ce cadre en date du 26 mars 2019 avec la dite asbl pour les années 2019 à 2024 ;

Considérant que les activités développées par la dite asbl poursuivent un intérêt public et s'inscrivent par ailleurs parfaitement dans les actions et la politique développées par la Ville dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation ;

Considérant que l'Asbl "HESL" ne doit pas restituer une subvention reçue précédemment et ne doit pas justifier l'utilisation d'une subvention reçue précédemment par la Ville ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2024 sous l'article 849/332-02 ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - D'octroyer à l'Asbl "HESL" une subvention directe en numéraire d'un montant maximum de 3.200,00 € (trois mille deux cents euros).

Cette subvention :

- devra être affectée au paiement de toute dépense inhérente à l'organisation de stages pour enfants à besoins spécifiques durant l'année 2024 ;

- sera liquidée :

- en une fois ;
- postérieurement à l'organisation susmentionnée ;
- sur production des pièces justificatives afférentes aux dépenses engagées.

Article 2 - Pour le 31 mars 2025 au plus tard, le bénéficiaire désigné à l'article 1er devra produire les justificatifs attestant de l'utilisation de la subvention accordée en vertu de la présente délibération.

Article 3 - L'Asbl "HESL" devra rembourser la subvention octroyée dans le cas où elle :

- s'opposerait au contrôle sur place par la Ville de Hannut ;
- n'utiliserait pas la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée.

14. Financement des dépenses extraordinaires 2024 - Approbation des conditions et du mode de passation

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 lequel stipule que le Conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal ;

Vu la Loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la Loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment son article 28, excluant du champ d'application de la législation Marchés publics, certains services, et notamment les services financiers d'emprunt ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le nouveau Règlement Général de la Comptabilité Communale et ses modifications ultérieures et notamment l'article 25 qui stipule :
« Sur décision du Conseil communal, la commune peut contracter des emprunts pour couvrir le montant des dépenses extraordinaires. Le délai de remboursement des emprunts ne peut excéder la durée d'amortissement des biens pour lesquels ces emprunts ont été contractés. » ;

Vu la décision du Conseil communal du 13 décembre 2018 approuvant la convention de marché conjoint à conclure avec le C.P.A.S. de Hannut et vu la délibération du Conseil de l'action sociale du 23 janvier 2019 approuvant la même convention ;

Vu la décision du Conseil communal du 30 mai 2024 approuvant pour l'exercice 2024 la modification budgétaire extraordinaire n° 1 et fixant le montant total des emprunts à la somme de 8.826.194,63 € ;

Vu les principes constitutionnels d'égalité, de non-discrimination, de transparence et de proportionnalité ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un contrat financier d'emprunts pour les investissements relatifs à l'exercice budgétaire 2024 de la commune et éventuellement du CPAS (budget et modifications budgétaires) avec trois reconductions possibles ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.469.079,43 € (charge totale des intérêts sur la durée des emprunts) ;

Considérant que ce type de marché n'est plus soumis à la législation Marchés publics ;

Considérant que toutefois, il est nécessaire de l'encadrer de règles afin de garantir la bonne exécution, ainsi que le respect des principes d'égalité, de non-discrimination, de transparence et de proportionnalité ;

Considérant le projet de règlement de consultation nommé "Financement des dépenses extraordinaires au moyen d'emprunts - Budget 2024" rédigé par le Directeur financier et présenté en séance ;

Considérant que le Directeur financier propose de consulter les trois soumissionnaires régulièrement actifs sur le marché, à savoir : BELFIUS Banque, CBC Banque et ING Belgique ;

Considérant qu'il est proposé de lancer la procédure de consultation et d'envoyer les invitations à présenter une offre le 16 septembre 2024 ;

Considérant que la date du 18 octobre 2024 à 10h00 est proposée comme date limite d'introduction des offres afin de pouvoir conclure des emprunts avant la date du 31 décembre 2024 ;

Considérant l'avis de légalité favorable du Directeur financier émis en date du 24 juillet 2024 ;

Pour ces motifs ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er – D'approuver la procédure de consultation "Financement des dépenses extraordinaires au moyen d'emprunts - Budget 2024".

Article 2 – De fixer les conditions selon le règlement de consultation "Financement des dépenses extraordinaires au moyen d'emprunts - Budget 2024" ci-annexé.

Article 3 – De consulter les trois soumissionnaires suivants : BELFIUS Banque SA, CBC Banque et ING Belgique.

Article 4 – De lancer la procédure visant la consultation "Financement des dépenses extraordinaires au moyen d'emprunts - Budget 2024".

Article 5 – De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 18 octobre 2024 à 10h00.

Article 6 – D'imputer au service ordinaire sous les articles budgétaires FFF/211XX (intérêts) et 911XX (capital) le remboursement des emprunts. De plus, comme il s'agit d'une consultation portant sur plus d'un exercice comptable, le Collège communal devra prévoir les crédits budgétaires nécessaires aux exercices concernés.

Article 7 – De mandater le Collège communal pour désigner la contrepartie ayant remis la meilleure offre.

15. Prise de connaissance du procès-verbal de la vérification de la caisse communale pour la période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024

Vu l'article L1124-42 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'article 77 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 portant sur le règlement général de la comptabilité communale ;

Considérant que le procès-verbal de vérification de caisse du 22 août 2024 signé par Monsieur David WATRIN, Directeur Financier, et Monsieur Emmanuel DOUETTE, vérificateur, ne fait apparaître aucune remarque ;

Vu le tableau de synthèse et de contrôle pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024 ;

Considérant que le solde global des comptes de la classe 5 du plan comptable s'élève à 15.314.658,58€ (solde débiteur);

PREND CONNAISSANCE :

Article unique - du procès-verbal de vérification de la caisse communale du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2024.

Un exemplaire de la délibération sera transmis à Monsieur David WATRIN, Directeur Financier.

16. Concession de service public portant sur le contrôle du stationnement réglementé sur la voie publique - Approbation des clauses et conditions contractuelles

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et notamment ses articles L 1122-30, L 1222-8, §1er et L 3122-2, 9° ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession, et notamment ses articles 2, 7°, b) et 3, §1er, alinéa 2 ;

Vu la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière, et notamment ses articles 3, 10°, 25 et 61 et 64 ;

Vu l'arrêté royal du 25 juin 2017 tel que modifié à ce jour relatif à la passation et aux règles générales d'exécution des contrats de concession, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, et notamment son article 27 ;

Vu l'article 89 du Décret-programme du Parlement wallon du 17 juillet 2018 portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement ;

Vu la délibération du 29 mars 2012 du Comité sectoriel pour l'Autorité fédérale institué au sein de la Commission de la Protection de la Vie Privée portant autorisation unique et modifiant en ce qui concerne les concessionnaires privés des communes wallonnes et les régies autonomes communales wallonnes, la délibération AF n°12/2009 portant autorisation unique pour l'accès au répertoire de la DIV à des fins d'identification des personnes qui sont débitrices, du fait de l'utilisation d'un véhicule, d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement ;

Vu sa délibération du 26 mars 2019 adoptant un règlement complémentaire sur la police de la circulation routière portant sur l'établissement d'une zone de stationnement à durée limitée (zone bleue) dans les voiries communales suivantes :

- rue de l'église ;
- Grand-Place ;
- Rue Albert 1er ;
- rue Gustave Detiège ;
- rue Zénobe Gramme ;

- rue de Landen - Tronçon compris entre le carrefour du Centre et le carrefour avec la rue Jean Mottin) ;
- rue de Tirlemont (jusqu'à son carrefour avec la rue des Vieux-Remparts) ;
- Place Henri Hallet ;
- Place des Déportés et Réfractaires ;

Vu sa délibération du 19 octobre 2023 approuvant un règlement établissant, pour une période expirant le 31 décembre 2025, une redevance sur le stationnement de véhicules à moteur, leurs remorques ou éléments sur la voie publique ;

Vu la délibération en date du 14 mai 2019 par laquelle le Collège communal a désigné la SA CityParking (Groupe Q-Park) de Zaventem pour exécuter, dans le cadre d'une concession de service public, la gestion du contrôle du stationnement sur la voie publique ainsi règlementé par le Conseil communal ;

Considérant que le contrat de concession a été conclu à l'époque avec ladite association momentanée arrive à son terme le 16 octobre 2024 ;

Considérant qu'il serait de bonne gestion pour la Ville de confier à nouveau, à partir de cette dernière date, à un partenaire privé agissant dans le cadre d'une concession de service public accordée par la Ville, et les opérations de contrôle du stationnement à durée limitée dans le Centre – Ville et la perception des redevances de stationnement ;

Considérant que la concession de stationnement en voirie est en effet une pratique qui s'est peu à peu développée en l'absence d'un cadre juridique clair, jusqu'à l'entrée en vigueur, le 30 juin 2017, de la loi du 17 juin 2016 susmentionnée relative aux contrats de concession ; que cette dernière définit la concession de service comme « *un contrat conclu par écrit et à titre onéreux par lequel un ou plusieurs adjudicateurs confient la prestation et la gestion de services à un ou plusieurs opérateurs économiques, la contrepartie consistant soit uniquement dans le droit d'exploiter les services qui font l'objet du contrat, soit dans ce droit accompagné d'un prix* » ;

Considérant que la loi du 17 juin 2016 susmentionnée n'est cependant applicable qu'aux contrats de concession d'une valeur égale ou supérieure au seuil fixé par l'article 4 de son arrêté royal d'exécution du 25 juin 2017, à savoir un montant de 5.538.000,00 € ; que cette valeur correspond au chiffres d'affaires total du concessionnaire généré pendant la durée du contrat, hors taxe sur la valeur ajoutée ; que compte tenu des statistiques observées dans l'exécution du contrat de concession en cours, ce chiffre d'affaires peut être évalué à un montant de 700.000,00 € (moyenne annuelle de 5.600 bons de redevance) ; que l'attribution d'une concession de service public n'étant par ailleurs pas régie par la réglementation sur les marchés publics, seules les règles du droit primaire européen (respect des principes de non-discrimination, d'égalité de traitement, de transparence, de publicité adéquate et de concurrence) seront d'application pour la conclusion du nouveau contrat de concession à conclure ;

Considérant le projet de cahier des clauses et conditions contractuelles proposé dans ce cadre par le service "Attractivité" et annexé à la présente délibération ;

Considérant l'avis favorable émis par le Directeur financier en date du 28 août 2024 ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} – La commune concèdera à une personne physique ou morale de droit privé le contrôle du stationnement à durée limitée des véhicules sur la voie publique (zone bleue) et la perception (en ce compris la poursuite éventuelle des paiements) des redevances de stationnement.

Article 2 – La concession de service public dont il est question à l'article 1^{er} sera accordée aux conditions prévues par le cahier des clauses et conditions contractuelles relatif à la concession de la gestion du contrôle de stationnement règlementé sur la voie publique, tel qu' annexé à la présente délibération.

17. Fabrique d'église de Thisnes - Budget de l'exercice 2024 - Modification n°1 - Approbation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu son arrêté du 19 octobre 2023 approuvant le budget pour l'exercice 2024 de la Fabrique d'église de Petit-Hallet, préalablement arrêté et approuvé sans remarque par le Chef diocésain en date du 13 septembre 2023 ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique d'église de Thisnes du 7 août 2024 arrêtant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2024 exposant l'augmentation des revenus des fondations, fermages. Cette décision propose également une répartition différente entre les articles ;

Vu l'Arrêté du 19 août 2024 du Chef diocésain approuvant la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2024 de la Fabrique d'église de Thisnes sans remarque :

- Balance générale :
 - Supplément communal : 8.136,15 €
 - Résultat présumé : 5.637,39 €
 - Total des dépenses arrêtées par l'Evêque : 6.065,97 €
 - Total recettes : 43.434,16 €
 - Total dépenses : 43.434,16 €
 - Solde : 0,00 €

Considérant que l'examen de la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2024 du service Finances confirme la décision du diocèse et ne soulève aucune remarque complémentaire.

Considérant que la présente modification budgétaire n'a aucune incidence sur les interventions communales ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 23 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JADOT Delphine, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 'sHEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – d'approuver la modification budgétaire n°1 pour l'exercice 2024 de la Fabrique d'Eglise Saint-Martin de Thisnes qui se clôture comme suit :

MB 1-2024	Recettes		Dépenses		Solde
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	
	12.796,77 €	30.637,39 €	18.434,16 €	25.000,00 €	Equilibre
Totaux	43.434,16 €		43.434,16 €		

Article 2 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église Saint-Martin de Thisnes.

18. Fabrique d'église de Crehen - Budget pour l'exercice 2024 - Modification n°2 - Approbation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu son arrêté du 28 septembre 2023 réformant le budget pour l'exercice 2024 de la Fabrique d'église de Crehen, préalablement arrêté et approuvé sous réserve de corrections par le Chef diocésain en date du 13 septembre 2023 ;

Vu son arrêté du 25 avril 2024 approuvant la modification budgétaire pour l'exercice 2024 de la Fabrique d'église de Crehen préalablement arrêté et approuvé avec remarque par le Chef diocésain en date du 26 mars 2024 ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique d'église de Crehen du 25 juillet 2024 arrêtant la modification budgétaire n°2 pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté du 7 août 2024 du Chef diocésain approuvant la modification budgétaire n°2 pour l'exercice 2024 de la Fabrique d'église de Crehen telle que représentée :

- Total recettes : 261.230,01 €
- Total dépenses : 261.230,01 €
- Solde : 0,00 € ;

Considérant que l'examen de la modification budgétaire n°2 pour l'exercice 2024 du service Finances confirme la décision du diocèse et ne soulève aucune remarque complémentaire ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 23 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JADOT Delphine, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 'sHEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – d'approuver la modification budgétaire n°2 pour l'exercice 2024 de la Fabrique d'Eglise Sainte Gertrude de Crehen qui se clôture comme suit :

MB 2-2024	Recettes		Dépenses		
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	Solde
	8.791,14 €	252.438,87 €	9.011,53 €	252.218,48 €	Equilibre
Totaux	261.230,01 €		261.230,01 €		0,00 €

Article 2 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église Sainte Gertrude de Crehen.

19. Fabrique d'église de Lens-Saint-Remy - Budget pour l'exercice 2025 - Approbation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique d'église de Lens-Saint-Remy du 19 juillet 2024 approuvant le budget pour l'exercice 2025, lequel prévoit au service ordinaire une intervention communale de 22.007,33 € et de 15.876,01 € au service extraordinaire ;

Vu l'arrêté du 8 août 2024 du Chef diocésain arrêtant et approuvant le Budget pour l'année 2025 de la Fabrique d'église de Lens-Saint-Remy, sans réserve :

- Total recettes : 48.824,75 €
- Total dépenses : 48.824,75 €
- Solde : 0,00 €

Considérant que l'examen du budget par le service Finances confirme la décision émise par l'Evêché ;

Considérant que les crédits appropriés devront être inscrits au budget communal, services ordinaire et extraordinaire, pour l'exercice 2025, sous réserve d'approbation par l'autorité de tutelle ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 23 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JADOT Delphine, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 'SHEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – d'approuver, le budget pour l'exercice 2025 de la Fabrique d'église Saint-Remy de Lens-Saint-Remy comme suit :

Budget 2025	Recettes		Dépenses		Total
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	
	24.824,75 €	24.000,00 €	24.824,75 €	24.000,00 €	Équilibre
Total	48.824,75 €		48.824,75 €		0,00 €

Article 2 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église de Lens-Saint-Remy.

20. Fabrique d'église de Crehen - Budget pour l'exercice 2025 - Approbation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique d'église de Crehen du 25 juillet 2024 approuvant le budget pour l'exercice 2025, lequel prévoit au service ordinaire une intervention communale de 9.841,30 € et 0,00 € au service extraordinaire ;

Vu l'arrêté du 7 août 2024 du Chef diocésain arrêtant et approuvant le budget pour l'année 2025 de la Fabrique d'église de Crehen, sans remarque, ni correction :

- Total des recettes : 11.999,93 €
- Total des dépenses : 11.999,93 €
- Solde : 0,00 € ;

Considérant que l'examen du budget par le service Finances confirme la décision émise par l'Evêché ;

Considérant que les crédits appropriés devront être inscrits au budget communal ordinaire pour l'exercice 2025, sous réserve d'approbation par la tutelle ;

Par 23 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JADOT Delphine, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 'sHEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – d'approuver, le budget pour l'exercice 2025 de la Fabrique d'église Sainte Gertrude de Crehen comme suit :

Budget 2025	Recettes		Dépenses		Total
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	
	11.999,93 €	0,00 €	11.815,70 €	184,23 €	Équilibre
Total	11.999,93 €		11.999,93 €		0,00 €

Article 2 – La présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la fabrique d'église de Crehen.

21. Fabrique d'église d'Abolens - Budget pour l'exercice 2025 - Ratification et réformation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique d'église d'Abolens du 27 juin 2024 approuvant le budget pour l'exercice 2025, lequel prévoit au service ordinaire une intervention communale de 7.144,82 € et 0,00 € à l'extraordinaire ;

Vu l'arrêté du 11 juillet 2024 du Chef diocésain arrêtant et approuvant le Budget pour l'année 2025 de la Fabrique d'église d'Abolens, sous réserve des remarques et corrections suivantes :

- Le calcul de l'excédent ou du déficit présumé aboutit à un chiffre négatif (déficit de 1.219,64 €) qui est à inscrire en D52 et non en R20 négatif. Les sous-totaux et totaux sont impactés, mais sans aucune modification sur le reste du budget, ni sur le R17.
- Total recettes : 9.975,64 €
Total dépenses : 9.975,64 €
Solde : 0,00 €

Considérant que l'examen du budget par le service Finances confirme les corrections émises par l'Evêché ;

Considérant que les corrections précitées modifient dès lors les totaux des postes suivants :

- R20 – Boni présumé de l'exercice courant : 0,00 € au lieu de -1.219,64 € ;
- Total des recettes extraordinaires : 0,00 € au lieu de -1.219,64 € ;
- Total général des recettes : 9.975,64 € au lieu de 8.756,00 € ;
- D52 – Déficit présumé de l'exercice courant : 1.219,64 € au lieu de 0,00 € ;
- Total des dépenses extraordinaires : 1.219,64 € au lieu de 0,00 € ;
- Total général de dépenses : 9.975,64 € au lieu de 8.756,00 €.

Considérant que le budget 2025 de la Fabrique d'église d'Abolens prévoit un subside communal ordinaire d'un montant de 7.144,82€ ;

Considérant que les crédits appropriés devront être inscrits au budget communal pour l'exercice 2025 ;

Considérant que le délai du Conseil communal pour statuer sur les budgets des Fabriques d'église est de 40 jours après l'avis obtenu par le Chef diocésain ; que passer ce délai, sans décision du Conseil communal, les budgets sont réputés approuvés ;

Considérant que le budget 2025 de la Fabrique d'église d'Abolens doit être réformé sur base des remarques émises ci-dessus ;

Considérant que l'Evêché a rendu son avis en date du 11 juillet 2024 et que dès lors, l'échéance du délai de tutelle est fixée au 20 août 2024 ;

Considérant que le délai de 40 jours peut être prorogé de la moitié (20 jours) ce qui porterait l'échéance du délai au 9 septembre 2024 ;

Considérant les difficultés de réunir le Conseil communal durant la période estivale ;

Considérant qu'il n'a pas été possible de réunir le Conseil communal dans ce délai ;

Vu la décision prise par le Collège communal en sa séance du 1^{er} août 2024 réformant le budget pour l'exercice 2025 de la Fabrique d'église Saint Maurice d'Abolens ;

Considérant qu'il convient pour le Conseil communal de ratifier la décision prise par le Collège communal en date du 1^{er} août 2024 susmentionnée ;

Par 23 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JADOT Delphine, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 'sHEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – de ratifier la décision prise par le Collège communal en sa séance du 1^{er} août 2024 visant à réformer, le budget pour l'exercice 2025 de la Fabrique d'église Saint Maurice d'Abolens comme suit :

Artic le	Libellé	Montant prévu par la FE dans le budget 2025	Montant à inscrire après réformation du budget 2025
R20	Boni présumé de l'exercice courant	-1.219,64 €	0,00 €
	Total des recettes extraordinaires	-1.219,64 €	0,00 €
	Total général des recettes	8.756,00 €	9.975,64 €
D52	Déficit présumé de l'exercice courant	0,00 €	1.219,64 €
	Total des dépenses extraordinaires	0,00 €	1.219,64 €
	Total général des dépenses	8.756,00 €	9.975,64 €
	Excédent / Déficit	0,00 €	0,00 €

Article 2 – Le budget pour l'exercice 2025 de la Fabrique d'église Saint Maurice d'Abolens se clôture comme suit, après les réformations mentionnées à l'article 1^{er} :

Budget 2025	Recettes	Dépenses	
-------------	----------	----------	--

	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	Total
	9.975,64 €	0,00 €	8.756,00 €	1.219,64 €	Équilibre
Total	9.975,64 €		9.975,64 €		0,00 €

Article 3 – La présente délibération sera transmise au chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église d'Abolens.

22. Fabrique d'église de Thisnes - Budget pour l'exercice 2025 - Réformation

Vu la loi du 4 mars 1870 relative au temporel des cultes, telle que modifiée à ce jour ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'église, et particulièrement les articles 1 à 3 ;

Vu le Décret du 13 mars 2014 modifiant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ainsi que diverses dispositions relatives à la tutelle sur les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la circulaire du 12 décembre 2014 de Monsieur le Ministre Paul FURLAN relative aux pièces justificatives à produire dans le cadre de l'exercice de la tutelle sur les actes des établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus ;

Vu la décision du Conseil de Fabrique d'église de Thisnes du 7 août 2024 approuvant le budget pour l'exercice 2025, lequel prévoit au service ordinaire une intervention communale de 11.181,00 € et de 25.000,00 € à l'extraordinaire ;

Vu l'arrêté du 19 août 2024 du Chef diocésain arrêtant et approuvant le Budget pour l'année 2025 de la Fabrique d'église de Thisnes, sous réserve des modifications suivantes :

- *D15 - Achat de livres liturgiques: le montant de 169,00 € correspond à l'achat d'un missel d'autel suivant la nouvelle traduction française, dépense obligatoire depuis 2022. La somme est déjà prévue au budget 2024 et il n'y a pas lieu de l'inscrire de nouveau en 2025.*
- *D44 - Acquit des anniversaires, messes et services religieux fondés: 406,00 € au lieu de 441,00 €; cf. décret épiscopal de révision des fondations du 17/09/2021.*
- *R17 - Supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte: légère diminution pour maintenir l'équilibre du budget.*
- *Remarque : Les 25.000,00 € prévus pour les travaux de réparation de l'église (cf. R25/D56) correspondent au report des sommes prévues et acceptées en 2024 pour ces mêmes rubriques.*
- *Récapitulatif :*
 - *Supplément communal : 10.977,00 €*
 - *Résultat présumé : 2.845,94 €*
 - *Total des dépenses arrêtées par l'Evêque : 6.060,00 €*
 - *Total général des recettes : 43.332,00 €*
 - *Total général des dépenses : 43.332,00 €*
 - *Equilibre du budget 2024 : 0,00 €*

Considérant que l'examen du budget par le service Finances confirme les corrections émises par l'Evêché et ne soulève aucune remarque supplémentaire ;

Considérant que les modifications précitées modifient dès lors les totaux des postes suivants :

- R17 – Supplément de la commune pour les frais ordinaires : 10.977,00 € au lieu de 11.181,00 € ;

- Total des recettes ordinaires : 15.486,06 € au lieu de 15.690,06 € ;
- Total général des recettes : 43.332,00 € au lieu de 43.536,00 € ;
- D15 – Achat de livres liturgiques : 0,00 € au lieu de 169,00 € ;
- Total des dépenses arrêtées par l'Evêque : 6.060,00 € au lieu de 6.229,00 € ;
- D43 – Acquit des anniversaires, messes et services religieux fondés : 406,00 € au lieu de 441,00€ ;
- Total des dépenses ordinaires : 12.272,00 € au lieu de 12.307,00 € ;
- Total des dépenses soumises à l'approbation de l'Evêque et du Conseil communal : 37.272,00 € au lieu de 37.307,00 € ;
- Total général des dépenses : 43.332,00 € au lieu de 43.536,00 € ;

Considérant que les crédits appropriés devront être inscrits au budget communal, services ordinaire et extraordinaire, pour l'exercice 2025, sous réserve d'approbation par la tutelle ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 23 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JADOT Delphine, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 'sHEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1^{er} – de réformer, le budget pour l'exercice 2025 de la Fabrique d'église Saint Martin de Thisnes comme suit :

Article	Libellé	Montant prévu par la FE dans le budget 2025	Montant à inscrire après réformation du budget 2025
R17	Supplément de la commune pour les frais ordinaires	11.181,00 €	10.977,00 €
	Total des recettes ordinaires	15.690,06 €	15.486,06 €
	Total général des recettes	43.536,00 €	43.332,00 €
D15	Achat de livres liturgiques	169,00 €	0,00 €
	Total des dépenses ordinaires arrêtées par l'Evêque	6.229,00 €	6.060,00 €
D43	Acquits des anniversaires, messes et services religieux fondés	441,00 €	406,00 €
	Total des dépenses ordinaires	12.307,00 €	12.272,00 €
	Total des dépenses soumises à l'approbation de l'Evêque et du Conseil communal	37.307,00 €	37.272,00 €
	Total général des dépenses	43.536,00 €	43.332,00 €
	Excédent	0,00 €	0,00 €

Article 2 – le budget pour l'exercice 2025 de la Fabrique d'église Saint Martin de Thisnes se clôture comme suit, après les réformes mentionnées à l'article 1^{er} :

Budget 2025	Recettes		Dépenses		Total
	Ordinaires	Extraordinaires	Ordinaires	Extraordinaires	
	15.486,06 €	27.845,94 €	18.332,00 €	25.000,00 €	Équilibre

Total	43.332,00 €	43.332,00 €	0,00 €
-------	-------------	-------------	--------

Article 3 – la présente délibération sera transmise au Chef diocésain ainsi qu'à la Fabrique d'église de Thisnes.

23. Fabrique d'église de Lens-Saint-Remy - Travaux d'électricité à l'église - Octroi d'une subvention extraordinaire

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, et notamment son article L 1321-1, 9° ;

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église, et notamment ses articles 37, 4° et 92 ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la délibération en date du 11 juin 2024 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église de Lens-Saint-Remy a choisi le mode de passation et a fixé les conditions d'un marché public ayant pour objet des travaux d'électricité à l'église paroissiale ;

Vu la délibération en date du 16 juillet 2024 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église de Lens-Saint-Remy a attribué ce marché à la société AROMATECH, rue Isidore Fumal, 18 à 4280 Hannut ;

Considérant la demande de la Fabrique d'église concernée de pouvoir bénéficier d'une subvention communale extraordinaire afin d'assurer le financement de ces travaux ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2024, sous l'article 790/633-51 (Projet n° 20240025) ;

Considérant qu'il apparait de l'examen du dossier d'adjudication présenté par la Fabrique d'église concernée que celle-ci a respecté, pour l'attribution de son marché public susmentionné, les dispositions prévues en la matière par la loi du 17 juin 2016 susmentionnée et ses arrêtés d'application ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier n'est pas requis et que celui-ci n'a pas émis d'avis d'initiative ;

Sur proposition du Collège communal ;

Par 23 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOSSOGNE François, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JADOT Delphine, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 'sHEEREN Niels, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole, CALLUT Eric,

CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 1 abstention (VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1er - Un avis favorable est émis sur la décision susmentionnée du 12 avril 2024 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église de Lens-Saint-Remy a attribué un marché ayant pour objet des travaux d'électricité à l'église paroissiale à la société AROMATECH, rue Isidore Fumal, 18 à 4280 Hannut et ce au montant de 3.383,77 € TVA comprise.

Article 2. - Une subvention extraordinaire d'un montant correspondant sera accordé à ladite Fabrique d'église afin de lui permettre de financer le cout des travaux visés à l'article 1er.

"Mme Amélie SNYERS entre en séance"

24. Ride and Buy- Mise à disposition du Code source - Convention de partenariat la Ville de Hannut et la Ville de Fleurus - Approbation - Décision

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'arrêté de subvention de la Région wallonne du 3 septembre 2019 pour le développement d'une application visant à améliorer la mobilité douce à Hannut et s'appelant Ride and Buy " ;

Considérant que la Ville de Fleurus a été sélectionnée dans le cadre de l'appel à projets territoire intelligent 2023 pour la répliquabilité du projet Ride & Buy sur son territoire;

Considérant qu'il est opportun que le projet Ride & Buy puisse rayonner au-delà des frontières communales hannutoises;

Considérant que le Code source de l'application appartient à la Ville de Hannut;

Considérant que ce projet a été financé en partie par la Région wallonne et qu'il n'a pas de vocation commerciale;

Considérant qu'il est de bonne administration de pouvoir partager ses bonnes pratiques avec d'autres administrations;

Considérant qu'il convient de mentionner les droits et les obligations de chacune des parties dans une convention ;

Considérant que la Ville de Hannut pour améliorer son application grâce à l'expérience de Fleurus;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article unique - D'approuver la convention entre la Ville de Hannut et la Ville de Fleurus suivante:

"Convention de mise à disposition du code source de l'application " Ride & Buy "

Entre :

La Ville de Hannut, représentée par son Bourgmestre, Monsieur Emmanuel Douette, Bourgmestre et Madame Amélie Debroux, Directrice générale, sise à l'adresse Rue de Landen, 23 à 4280 Hannut,

Et :

La Ville de Fleurus, représentée par son Bourgmestre, Monsieur Loïc D'Haeyer, Bourgmestre et Monsieur Laurent Maniscalco, Directrice générale,, sise à l'adresse Chemin de Mons 61, 6220 à Fleurus,

Préambule :

Dans le cadre de l'appel à Projet "Territoire intelligent", la Ville de Hannut met à disposition de la Ville de Fleurus le code source de l'application "Ride & Buy". Cette initiative vise à promouvoir la répliquabilité et l'innovation technologique dans les municipalités, afin d'améliorer les services aux citoyens et de renforcer les collaborations intercommunales.

Pour rappel, lauréate en 2019, la Ville de Hannut a développé l'application « Ride & Buy » visant à favoriser les déplacements à vélo ou à pied et de récompenser les comportements vertueux en offrant des bons à valoir dans les commerces locaux. En 2022, ce projet a remporté l'Award de la meilleure application de l'année décerné par la Feweb.

ARTICLE 1 : INTEGRALITE DES ACCORDS

La présente convention et ses éventuels avenants expriment l'intégralité de l'accord des Parties en ce qui concerne son objet. S'il s'avère nécessaire d'apporter des modifications à la présente convention afin d'adapter celle-ci à de nouvelles exigences survenant durant sa période d'application, lesdites modifications seront décidées d'un commun accord entre les parties et formalisées par voie d'avenant à la présente convention, dûment signée par les Parties.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Ville de Hannut met à disposition de la Ville de Fleurus le code source de l'application "Ride & Buy", ainsi que les obligations et responsabilités des parties dans le cadre de cette mise à disposition.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION DU CODE SOURCE

3.1. Licence d'utilisation : La Ville de Hannut accorde à la Ville de Fleurus une licence non exclusive, gratuite et non transférable à une tierce partie, d'utilisation du code source de l'application "Ride & Buy" pour une période indéterminée.

3.2. Utilisation autorisée : La Ville de Fleurus est autorisée à utiliser, modifier, adapter et intégrer le code source dans ses propres systèmes et applications, dans le seul but d'améliorer les services offerts à ses citoyens et de l'adapter à ses propres besoins. En aucun cas, il ne sera question de modifications impactant directement l'application actuelle de la Ville de Hannut

3.3. Interdiction de redistribution : La Ville de Fleurus s'engage à ne pas redistribuer, vendre ou mettre à disposition le code source de l'application "Ride & Buy" à des tiers sans l'accord préalable écrit de la Ville de Hannut.

En dehors des droits concédés ci-dessus et sans préjudice de ceux-ci, la Ville de Fleurus n'est donc pas autorisée à :

- Transférer, transmettre ou afficher tout ou partie des Codes Sources ;
- Vendre, ou distribuer de quelque façon que ce soit les codes sources ;
- Utiliser les Codes Sources pour les intégrer dans d'autres outils ou programmes informatiques à des fins autres que celles dédiées au développement de l'application « Ride & Buy » ;

- *Utiliser les Codes Sources dans le cadre d'activités commerciales, de quelque nature que ce soit.*

Les interdictions énumérées ci-dessus s'appliquent également au Code source modifié par la Ville de Fleurus.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1. Obligations de la Ville de Hannut :

- *Fournir le code source de l'application "Ride & Buy" ainsi que la documentation technique nécessaire à son utilisation et à sa modification. Le Code Source est fourni dans sa version en vigueur à la date de la signature du Contrat.*

La ville de Hannut n'assurera aucune assistance technique durant la période d'utilisation du code source.

4.2. Obligations de la Ville de Fleurus :

- *Utiliser le code source conformément aux termes de la présente convention.*
- *Mentionner explicitement l'origine de l'application "Ride & Buy" dans toutes les communications et documents relatifs à l'utilisation du code source (notamment en mentionnant le logo fourni par la Ville de Hannut et en précisant dans sa communication la collaboration avec la Ville de Hannut).*
- *Partager avec la Ville de Hannut les améliorations et modifications apportées au code source, dans un esprit de coopération et de mutualisation des ressources.*

La Ville de Fleurus reconnaît avoir reçu toutes les informations nécessaires sur les conditions d'utilisation des Codes Source et s'engage à les utiliser dans le cadre défini à l'article 3. Toute utilisation des Codes sources effectuée en dehors des limites définies à cet article constitue un manquement de la Ville de Fleurus à ses obligations contractuelles.

La Ville de Fleurus est seule responsable de la détermination de l'opportunité d'utiliser et modifier le Code Source dans le cadre de son projet. Dans ce cadre, elle assume tous les risques associés et coûts d'erreurs de programmes, la conformité avec les lois applicables, les dommages et pertes de données, programmes, matériels et indisponibilités d'opérations.

Toute utilisation des Codes sources effectuée en dehors des limites définies à cet article constitue un manquement de la Ville de Fleurus à ses obligations contractuelles et la Ville de Hannut se voit en droit de rappeler à l'amiable ses droits et obligations à la Ville de Fleurus. Après une mise en demeure, si aucune action n'est constatée dans le chef de la Ville de Fleurus, cela entraînera une résiliation de plein droit du contrat, sans que celle-ci n'ouvre droit à des dommages et intérêts,

ARTICLE 5 - CONDITIONS FINANCIERES

Les Codes sources sont mis à disposition de la Ville de Fleurus. Cette mise à disposition ne fait l'objet d'aucune contrepartie financière.

ARTICLE 6 - REPLICABILITE

6.1. Partage des expériences : *La Ville de Fleurus s'engage à partager les résultats de l'utilisation de l'application "Ride & Buy" avec la Ville de Hannut et, le cas échéant, avec d'autres municipalités intéressées, afin de promouvoir la répliquabilité du projet.*

4.2. Documentation des modifications : *Toutes les modifications et adaptations apportées au code source par la Ville de Fleurus doivent être documentées et partagées avec la Ville de Hannut, afin de faciliter leur réutilisation par d'autres collectivités.*

ARTICLE 7 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le code source de l'application "Ride & Buy" reste la propriété exclusive de la Ville de Hannut. La présente convention ne confère aucun droit de propriété sur le code source à la Ville de Fleurus.

ARTICLE 8 - DUREE ET RESILIATION

*6.1. **Durée** : La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties pour une durée indéterminée.*

*6.2. **Résiliation** : La convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de 6 mois, notifié par écrit.*

ARTICLE 9 : DISPOSITIONS GENERALES

*7.1. **Modifications de la convention** : Toute modification de la présente convention doit être faite par écrit et signée par les deux parties.*

*7.2. **Litiges** : En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de le résoudre à l'amiable. À défaut d'accord amiable, le litige sera soumis à la compétence des tribunaux de [juridiction compétente].*

Fait à , le [date], en deux exemplaires originaux.

Pour la Ville de Hannut,

Pour la Ville de Fleurus,

La Directrice générale,

Le Bourgmestre,

La Directrice générale,

Le Bourgmestre,

A. DEBROUX

E. DOUETTE

L.MANISCALCO L. D'HAeyer

25. Remplacement du serveur NVR pour les caméras du centre-ville - Approbation des conditions et du mode de passation

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au remplacement et à la maintenance du serveur NVR (Network Vidéo Recorder) utilisé pour la surveillance par caméras du centre-ville ;

Considérant que pour ce motif il est nécessaire de lancer une procédure de marché public de fournitures et de services ;

Considérant que le projet extraordinaire a débuté avant la période de prudence et que ce cahier des charges est la suite du projet de modernisation des caméras de surveillance du centre-ville ;

Considérant le cahier des charges N° 2024/296 relatif au marché "Remplacement du serveur NVR pour les caméras du centre-ville" établi le 29 juillet 2024 par le Service Technologie de l'Information et de la Communication ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 73.795,00 € hors TVA ou 89.291,95 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 60 mois ;

Considérant que le montant estimé hors TVA n'atteint pas la limite pour l'utilisation de la procédure négociée sans publication préalable de 143.000,00 € ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que pour ces motifs ce marché rentre parfaitement dans le cadre de l'application de l'article 42, § 1, 1° a ;

Considérant que les crédits permettant la dépense relative au Poste 1 sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 300/742-53 (n° de projet 20240015) et seront financés par fonds propres ;

Considérant que les crédits permettant la dépense relative au Poste 2 sont inscrits au budget ordinaire de l'exercice 2024, à l'article 300/124-12 et seront inscrits au budget des exercices suivants ;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 29 juillet 2024, un avis de légalité favorable a été accordé par le directeur financier le 31 juillet 2024 ;

Considérant que le directeur financier avait un délai de 10 jours ouvrables pour remettre son avis de légalité, soit au plus tard le 9 août 2024 ;

Pour ces motifs ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er – D'approuver le cahier des charges N° 2024/296 du 29 juillet 2024 et le montant estimé du marché "Remplacement du serveur NVR pour les caméras du centre-ville", établis par le Service Technologie de l'Information et de la Communication. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 73.795,00 € hors TVA ou 89.291,95 €, 21% TVA comprise.

Article 2 – De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3 – De financer la dépense relative au Poste 1 par les crédits inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 300/742-53 (n° de projet 20240015).

26. Aéroport de Liège - Requête en intervention au Conseil d'Etat - Décision

Vu le Code de la démocratie Locale et de la décentralisation ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 25 mars 2021 d'autoriser le Collège communal à former intervention volontaire (ester en justice) et rejoindre le collectif initié par le CLAP dans le cadre de la procédure judiciaire lancée devant le Tribunal de première instance de Liège, Division Liège, à l'encontre de la Région wallonne, de Liège Airport et de la société CAINIAO (groupe ALIBABA), par le cabinet d'avocats M-LAW pour le compte de l'asbl CCAL ;

Vu la demande de permis unique introduite par la SA Liège Airport - Aéroport de Liège, bâtiment 50 à 4460 Grâce-Hollogne, ayant pour objet le renouvellement du permis d'environnement de l'Aéroport de Liège et la régularisation urbanistique du parc à conteneurs et du dépôt d'un sous-traitant (nettoyage des pistes et avions) ;

Vu l'octroi de ce permis unique par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué en date du 26 août 2022 ;

Vu la décision du Collège communal d'introduire un recours administratif contre cette décision, en sa séance du 15 septembre 2022 ; que ce recours a été envoyé le 16 septembre 2022 à l'administration ;

Vu la décision du Gouvernement wallon prise sur le recours contre la décision d'octroi du permis uniquement de Liège Airport, notifiée le 31 janvier 2023 à la Ville de Hannut ; que cette décision modifie les articles 1er et 2 de la décision d'octroi du 26 août 2022 ;

Vu le courrier du Gouvernement wallon émis le 3 mai 2024 nous transmettant une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel retirant l'arrêté ministériel du 31 janvier 2023 (confirmation de l'octroi du permis unique du 26 août 2022), statuant sur le recours exercé contre la décision querellée mentionnée ci-dessus et octroyant un nouveau permis unique à Liège Airport ;

Considérant que cet arrêté ministériel valide également le recours introduit par la Ville de Hannut en date du 16 septembre 2022 ;

Considérant qu'un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, peut être porté devant le Conseil d'Etat contre cette décision de retrait et d'adoption d'un nouveau permis unique, par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt dans un délai de 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la décision, soit avant le 2 juillet 2024 ;

Considérant que l'absence d'une telle action en annulation pourrait poser des risque sur notre action au judiciaire; qu'en effet, le juge pourrait considérer qu'en n'attaquant pas le permis au Conseil d'Etat, les parties demanderesse ont contribué à la situation dont elles se plaignent ;

Considérant qu'une requête en intervention peut être introduite devant le Conseil d'Etat suite à la requête en annulation introduite par la commune d'Awans en date du 2 juillet 2024;

Vu la décision du Collège communal de Hannut du 5 juillet 2024 de faire intervention dans le cadre du recours en annulation introduit par la commune d'Awans;

Considérant que l'ordre du jour du Conseil communal du 11 juillet avait déjà été communiqué au Conseiller et qu'il était matériellement impossible aux services administratifs de clôturer ce dossier dans les délais;

Considérant que durant la période des vacances scolaires, il n'y avait pas de Conseil communal de prévu afin de valider la décision de faire intervention dans le cadre de ce dossier;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er - D'introduire une requête en intervention au Conseil d'Etat dans le cadre du recours introduit par la commune d'Awans concernant l'arrêté ministériel retirant l'arrêté ministériel du 31 janvier 2023 (confirmation de l'octroi du permis unique du 26 août 2022), statuant sur le recours exercé contre la décision querellée mentionnée ci-dessus et octroyant un nouveau permis unique à Liège Airport.

Article 2 - De mandater le Collège communal pour l'exécution de cette décision.

27. Enseignement fondamental - Année scolaire 2024/2025 - Prise en charge d'un encadrement pédagogique complémentaire (août-septembre 2024) - Ratification d'une décision prise par le Collège communal

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Considérant que la population scolaire enregistrée dans l'enseignement fondamental au 26 août 2024 a nécessité pour le bon fonctionnement des écoles communales l'organisation d'un encadrement pédagogique complémentaire dans les enseignements maternel et primaire ;

Considérant que les crédits appropriés sont inscrits au budget communal pour l'exercice 2024 ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article unique – De ratifier la décision du Collège communal du 23 août 2024 décidant la prise en charge par le budget communal de l'encadrement pédagogique complémentaire suivant pour la période du 26 août 2024 au 30 septembre 2024 inclus :

- 14 périodes d'instituteur(trice) maternel(le)
- 13 périodes d'instituteur(trice) primaire ;
- 4 périodes de maître(sse) spécial(e) d'éducation physique ;

soit un total de 31 périodes.

28. Motion d'interpellation des autorités wallonnes en vue de faire aboutir la réfection de deux voiries dont l'amélioration de l'égouttage est prioritaire- Approbation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant qu'il est de bonne gestion de réaliser de concert les travaux des voiries et l'égouttage relatif à celles-ci ;

Considérant le contexte des fortes pluies récurrentes qui accentue la nécessité pour les habitants des rues Ruart et Ghislain Leemans de voir leur rue réfectionnée avec une attention particulière sur l'égouttage à adapter ;

Considérant que les Villes et Communes doivent faire appel à la Société Publique de Gestion des Eaux (SPGE) pour réaliser l'égouttage des voiries ;

Considérant que pour pouvoir bénéficier de l'intervention de la SPGE, il convient pour les Villes et Communes de passer des conventions avec elle, de rentrer des avant-projets qui devront être acceptés avant de passer au stade ultérieur de la procédure ;

Considérant que les avant-projets de la Ville de Hannut pour les deux voiries dont il est question se sont vu accepter par la SPGE en mai 2024 ;

Que les projets de réfection de ces deux voiries ont été avalisés par l'AIDE en juin 2024 ;

Considérant que les projets de réfection de ces deux voiries ont été avalisés par le SPW dans le cadre des appels à projets relatif au Plan d'Investissement Communal (PIC), plus particulièrement le PIC – PIMACI 2022-24 ;

Considérant l'information informelle reçue en août 2024 par la Ville quant à la non approbation des deux projets précités par la SPGE alors que rien ne laissait supposer que ces deux dossiers conventionnés, qui ont franchi sans encombre les différentes étapes des procédures, ne posaient un problème ;

Considérant que la raison invoquée de la part de la SPGE serait budgétaire ;

Considérant que le refus d'intervention de la SPGE dans ces dossiers entraîne de facto la perte des subsides octroyés dans le cadre du PIC puisque la réalisation des travaux des deux voiries est directement conditionnée à la réalisation de l'égouttage ;

Considérant que les montants réservés par le PIC – PIMACI 2022-24 à destination de la Ville de Hannut se verront reversés dans un pot commun, que la Ville de Hannut ne pourra en bénéficier automatiquement dans le cadre du prochain appel, qu'il s'agit d'une perte de 487.862,98 € à additionner aux subsides promis par la SPGE de 540.857,80 € soit une perte totale pour les habitants de Hannut de 1.028.720,78 € alors que les deux voiries concernées ont grandement besoin d'une réfection importante ;

Considérant que le problème budgétaire de la SPGE est en décalage avec la réalité de terrain dans la mesure où la procédure des marchés publics décalera de facto l'engagement de la dépense par rapport au moment où le dossier est retenu, qu'on peut raisonnablement tabler sur une attribution de travaux en fin d'année ce qui implique un début de chantier après l'hiver ;

Considérant qu'un décalage pourrait permettre à la SPGE de prévoir les crédits sur son budget 2025 ;

Considérant que les dépenses liées à ce marché n'interviendront que plus tard en 2025, le fait d'attribuer le marché fin 2024 ou début 2025 n'aura pas d'impact pour la SPGE qui n'est pas tenue aux engagements budgétaires ;

Considérant qu'il est anormal que la SPGE n'anticipe pas dans son budget les dépenses liées aux subsides en rapport aux avant-projets qu'elle avalise, laissant les Villes et Communes travailler sur des dossiers en pure perte, causant un préjudice en terme de bon usage des ressources humaines et financières des autorités locales qui, de bonne foi, fournissent un travail conséquent pour rentrer les dossiers relatifs aux appels à projets ;

Considérant le courrier d'interpellation de la Ville de Hannut à destination de Monsieur le Ministre Coppieters, en charge de l'épuration des eaux, afin qu'il puisse dégager des solutions avec la SPGE pour que l'ensemble des dossiers complets puissent aboutir et ne pas conduire à une perte sèche en argent et en temps pour les Villes et Communes ;

Considérant le courrier d'interpellation de la Ville de Hannut à destination de Monsieur le Ministre Desquesnes, en charge des infrastructures, afin qu'il puisse dégager des solutions pour que les travaux de voiries rentrés dans le cadre des dossiers PIC puissent aboutir au vu de la bonne foi et de la qualité des dossiers rentrés par les Villes et Communes ;

Sur proposition du Collège communal ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1^{er} – De soutenir la démarche d'interpellation envers les autorités wallonnes ;

Article 2 – De transmettre copie de la présente motion à la Société Publique de Gestion des Eaux et au Service Public de Wallonie.

29. PIC-PIMACI 2022-2024 - Aménagement d'un Kiss & Ride rue de Namur - Approbation des conditions et du mode de passation

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1124-40 §1, 3° relatif à l'avis de légalité du directeur financier, l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu les délibérations du Conseil communal :

- En date du 26 janvier 2023 approuvant le plan d'investissement communal – programmation pluriannuelle 2022 – 2024 ;
- En date du 27 juin 2024 approuvant le cahier des charges N° 4280-Hannut-Rue de Namur et le montant estimé du marché "PIC-PIMACI 2022-2024 - Aménagement d'un Kiss & Ride rue de Namur", établis par l'auteur de projet Monsieur Ralf Moutschen de JML LACASSE MONFORT SC, N° BCE BE 0434 619 881, Petit Sart 26 à 4990 Lierneux ;

Considérant que le Service Public de Wallonie (SPW), Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés a approuvé le projet précité sous réserve de la prise en compte de diverses remarques ;

Considérant que les remarques de SPW, Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés imposent des modifications substantielles au cahier des charges ;

Considérant que pour ces motifs le cahier des charges et son estimation modifiés doivent, à nouveau, être soumis au Conseil communal pour approbation ;

Considérant le cahier des charges N° 4280-Hannut-Rue de Namur relatif au marché “PIC-PIMACI 2022-2024 - Aménagement d'un Kiss & Ride rue de Namur” modifié le 28 août 2024 par l'auteur de projet Monsieur Ralf Moutschen de JML LACASSE MONFORT SC ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 220.723,95 € hors TVA ou 267.075,98 €, TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée, dans le cadre du « Plan d'investissement communal (PIC) - programmation pluriannuelle 2022 -2024 », par le SPW Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur, et que cette partie est estimée à 37.940,03 € ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée, dans le cadre du « Plan d'investissement mobilité active communal et intermodalité (PIMACI) - programmation pluriannuelle 2022 -2024 », par le SPW Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur, et que cette partie est estimée à 140.413,19 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/735-60 (n° de projet 20230016) et sera financé par emprunt et subsides ;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 04 septembre 2024, un avis de légalité favorable a été accordé par le directeur financier le 06 septembre 2024 ;

Considérant que le directeur financier avait un délai de 10 jours ouvrables pour remettre son avis de légalité, soit au plus tard le 17 septembre 2024 ;

Pour ces motifs ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er – D'approuver le cahier des charges N° 4280-Hannut-Rue de Namur et le montant estimé du marché “PIC-PIMACI 2022-2024 - Aménagement d'un Kiss & Ride rue de Namur”, modifié par l'auteur de projet, Monsieur Ralf Moutschen de JML LACASSE MONFORT SC, N° BCE BE 0434 619 881, Petit Sart 26 à 4990 Lierneux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 220.723,95 € hors TVA ou 267.075,98 €, TVA comprise.

Article 2 – De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3 – De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante le SPW Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur.

Article 4 – De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 5 – De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/735-60 (n° de projet 20230016).

30. PIC-PIMACI 2022-2024 - Egouttage et réfection de voirie rue Ruart - Approbation des conditions et du mode de passation

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1124-40 §1, 3° relatif à l'avis de légalité du directeur financier, l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et les articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu les délibérations du Conseil communal :

- En date du 26 janvier 2023 approuvant le plan d'investissement communal – programmation pluriannuelle 2022 – 2024 ;
- En date du 27 juin 2024 approuvant le cahier des charges N° 23061 – AIDE AC HANNUT et le montant estimé du marché “PIC-PIMACI 2022-2024 – Egouttage et réfection de voirie rue Ruart”, établis par l'auteur de projet W2 Project, N° BCE BE 0799 761 535, Ster-Stavelot 3b à 4970 Stavelot;

Considérant que le Service Public de Wallonie (SPW), Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés a approuvé le projet précité sous réserve de la prise en compte de diverses remarques ;

Considérant que les remarques de SPW, Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés imposent des modifications substantielles au cahier des charges ;

Considérant que pour ces motifs le cahier des charges et son estimation modifiés doivent, à nouveau, être soumis au Conseil communal pour approbation ;

Considérant le cahier des charges N° 23061 – AIDE AC HANNUT relatif au marché “PIC-PIMACI 2022-2024 – Egouttage et réfection de voirie rue Ruart” modifié le 23 août 2024 par l'auteur de projet W2 Project ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 997.961,91 € hors TVA ou 1.128.668,94 €, TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est payée par la Société Publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.), N° BCE BE 0420 651 980, rue des écoles 17-19 à 4800 Verviers, et que cette partie est estimée à 375.547,50 € ;

Considérant que le solde du prix coûtant est payé par la Ville de Hannut, et que cette partie s'élève à 753.121,44 € ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée, dans le cadre du « Plan d'investissement communal (PIC) - programmation pluriannuelle 2022 -2024 », par le SPW Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur, et que cette partie est estimée à 316.637,22 € ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée, dans le cadre du « Plan d'investissement mobilité active communal et intermodalité (PIMACI) - programmation pluriannuelle 2022 -2024 », par le SPW Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur, et que cette partie est estimée à 141.308,64 € ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est recommandé que la Ville de Hannut exécutera la procédure et interviendra au nom de l'A.I.D.E. à l'attribution du marché ;

Considérant que l'administration prend à sa charge toutes les obligations liées à la procédure concernant le marché public concerné ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/735-60 (n° de projet 20230016) et sera financé par emprunt et subsides ;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 29 août 2024, un avis de légalité favorable a été accordé par le directeur financier le 2 septembre 2024 ;

Considérant que le directeur financier avait un délai de 10 jours ouvrables pour remettre son avis de légalité, soit au plus tard le 12 septembre 2024 ;

Pour ces motifs ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er – D'approuver le cahier des charges N° 23061 - AIDE AC HANNUT et le montant estimé du marché "PIC-PIMACI 2022-2024 - Egouttage et réfection de voirie rue Ruart", modifié par l'auteur de projet, W2 Project, N° BCE BE 0799 761 535, Ster-Stavelot 3b à 4970 Stavelot. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 997.961,91 € hors TVA ou 1.128.668,94 €, TVA comprise.

Article 2 – De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3 – De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante le SPW Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur.

Article 4 – De solliciter une contribution pour ce marché auprès de la Société Publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.), N° BCE BE 0420 651 980, rue des écoles 17-19 à 4800 Verviers.

Article 5 – La Ville de Hannut est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de l'A.I.D.E., à l'attribution du marché.

Article 6 – En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 7 – Copie de cette décision est transmise aux pouvoirs adjudicateurs participants.

Article 8 – De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 9 – De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/735-60 (n° de projet 20230016).

31. PIC-PIMACI 2022-2024 - Remplacement de l'égouttage Crehen-Thisnes et réfection de voirie - Approbation des conditions et du mode de passation

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1124-40 §1, 3° relatif à l'avis de légalité du directeur financier, l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et les articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu les délibérations du Conseil communal :

- En date du 26 janvier 2023 approuvant le plan d'investissement communal – programmation pluriannuelle 2022 – 2024 ;
- En date du 27 juin 2024 approuvant le cahier des charges N° 240512 Crehen Thisnes et le montant estimé du marché « Remplacement de l'égouttage Crehen-Thisnes et réfection de voirie », établis par l'auteur de projet Monsieur Ralf Moutschen de JML LACASSE MONFORT SC, N° BCE BE 0434 619 881, Petit Sart 26 à 4990 Lierneux ;

Considérant que le Service Public de Wallonie (SPW), Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés a approuvé le projet précité sous réserve de la prise en compte de diverses remarques ;

Considérant que les remarques de SPW, Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés imposent des modifications substantielles au cahier des charges ;

Considérant que pour ces motifs le cahier des charges et son estimation modifiés doivent, à nouveau, être soumis au Conseil communal pour approbation ;

Considérant le cahier des charges N° 240512 Crehen Thisnes relatif au marché « Remplacement de l'égouttage Crehen-Thisnes et réfection de voirie » modifié le 11 septembre 2024 par l'auteur de projet Monsieur Ralf Moutschen de JML LACASSE MONFORT SC ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.119.131,81 € hors TVA ou 2.190.443,55 €, TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est payée par la Société Publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.), N° BCE BE 0420 651 980, rue des écoles 17-19 à 4800 Verviers, et que cette partie est estimée à 1.779.552,10 € TVA 0% comprise ;

Considérant que le solde du prix coûtant est payé par la Ville de Hannut, et que cette partie s'élève à 410.891,45 € TVA 21% comprise ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée, dans le cadre du « Plan d'investissement communal (PIC) - programmation pluriannuelle 2022 -2024 », par le SPW Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur, et que cette partie est estimée à 127.318,77 € ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée, dans le cadre du « Plan d'investissement mobilité active communal et intermodalité (PIMACI) - programmation pluriannuelle 2022 -2024 », par SPW Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur, et que cette partie est estimée à 127.340,90 € ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est recommandé que l'A.I.D.E. exécutera la procédure et interviendra au nom de la Ville de Hannut à l'attribution du marché ;

Considérant que l'administration prend à sa charge toutes les obligations liées à la procédure concernant le marché public concerné ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/735-60 (n° de projet 20230016) et sera financé par emprunt et subsides ;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 12 septembre 2024, un avis de légalité favorable a été accordé par le directeur financier le 12 septembre 2024 ;

Considérant que le directeur financier avait un délai de 10 jours ouvrables pour remettre son avis de légalité, soit au plus tard le 25 septembre 2024 ;

Pour ces motifs ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er – De passer un marché conjoint avec l'A.I.D.E. pour la désignation d'une entreprise devant réaliser les travaux d'égouttage et de réfection de voirie entre Crehen et Thisnes.

Article 2 – D'approuver le cahier des charges N° 240512 Crehen Thisnes du 26 juin 2024 et le montant estimé du marché "PIC-PIMACI 2022-2024 - Remplacement de l'égouttage Crehen-Thisnes et réfection de voirie", modifié par l'auteur de projet, Monsieur Ralf Moutschen de JML LACASSE MONFORT SC, N° BCE BE 0434 619 881, Petit Sart 26 à 4990 Lierneux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.076.701,81 € hors TVA ou 2.148.013,55 €, TVA comprise.

Article 3 – De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 4 – La Ville de Hannut, rue de Landen 23 à 4280 Hannut prendra financièrement en charge les coûts relatifs à une partie des travaux dans le cadre de ce marché pour un montant estimé à 410.891,45 € TVA 21% comprise.

Article 5 – La Société Publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.), N° BCE BE 0420 651 980, rue des écoles 17-19 à 4800 Verviers prendra financièrement en charge le solde des coûts relatifs aux travaux dans le cadre de ce marché pour un montant estimé à 1.737.122,10 € TVA 0% comprise.

Article 6 – De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante le SPW Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur.

Article 7 – L'A.I.D.E. est mandaté pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de la Ville de Hannut, à l'attribution du marché.

Article 8 – En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 9 – Copie de cette décision est transmise aux pouvoirs adjudicateurs participants.

Article 10 – De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/735-60 (n° de projet 20230016).

32. PIC-PIMACI 2022-2024 - Remplacement de l'égouttage et réfection de voirie rue Ghislain Leemans - Approbation des conditions et du mode de passation

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1124-40 §1, 3° relatif à l'avis de légalité du directeur financier, l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 et les articles 2, 36° et 48 permettant une réalisation conjointe du marché pour le compte de plusieurs adjudicateurs ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu les délibérations du Conseil communal :

- En date du 26 janvier 2023 approuvant le plan d'investissement communal – programmation pluriannuelle 2022 – 2024 ;
- En date du 27 juin 2024 approuvant le cahier des charges AIDE n° 4.5.36.2023-02 et le montant estimé du marché “PIC-PIMACI 2022-2024 - Remplacement de l'égouttage et réfection de voirie rue Ghislain Leemans”, établis par l'auteur de projet BUREAU D'ETUDES RADIANT SPRL, N° BCE 0419270424, Roiseleux 32C à 4890 Thimister-Clermont ;

Considérant que le Service Public de Wallonie (SPW), Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés a approuvé le projet précité sous réserve de la prise en compte de diverses remarques ;

Considérant que les remarques de SPW, Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés imposent des modifications substantielles au cahier des charges ;

Considérant que pour ces motifs le cahier des charges et son estimation modifiés doivent, à nouveau, être soumis au Conseil communal pour approbation ;

Considérant le cahier des charges AIDE n° 4.5.36.2023-02 relatif au marché “PIC-PIMACI 2022-2024 - Remplacement de l'égouttage et réfection de voirie rue Ghislain Leemans” modifié le 23 août 2024 par l'auteur de projet BUREAU D'ETUDES RADIAN SPRL ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 209.942,45 € hors TVA ou 219.315,20 €, TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est payée par la Société Publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.), N° BCE BE 0420 651 980, rue des écoles 17-19 à 4800 Verviers, et que cette partie est estimée à 165.310,30 € TVA 0% comprise ;

Considérant que le solde du prix coûtant est payé par la Ville de Hannut, et que cette partie est estimée à 54.004,90 € TVA 21% comprise ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par le Service Public de Wallonie (SPW) Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, boulevard du Nord 8 à 5000 NAMUR, et que cette partie est estimée à 29.917,12 € ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel il est recommandé que l'A.I.D.E. exécutera la procédure et interviendra au nom de la Ville de Hannut à l'attribution du marché ;

Considérant que l'administration prend à sa charge toutes les obligations liées à la procédure concernant le marché public concerné ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/735-60 (n° de projet 20230016) et sera financé par emprunt et subsides ;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 29 août 2024, un avis de légalité favorable a été accordé par le directeur financier le 30 août 2024 ;

Considérant que le directeur financier avait un délai de 10 jours ouvrables pour remettre son avis de légalité, soit au plus tard le 12 septembre 2024 ;

Pour ces motifs ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er – De passer un marché conjoint avec l'A.I.D.E. pour la désignation d'une entreprise devant réaliser les travaux d'égouttage et de réfection de voirie rue Ghislain Leemans.

Article 2 – D'approuver le cahier des charges AIDE n° 4.5.36.2023-02 et le montant estimé du marché “PIC-PIMACI 2022-2024 - Remplacement de l'égouttage et réfection de voirie rue Ghislain Leemans”, modifié par l'auteur de projet, BUREAU D'ETUDES RADIAN SPRL, N° BCE 0419270424, Roiseleux 32C à 4890 Thimister-Clermont. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 209.942,45 € hors TVA ou 219.315,20 €, TVA comprise.

Article 3 – De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 4 – La Ville de Hannut, rue de Landen 23 à 4280 Hannut prendra financièrement en charge les coûts relatifs à une partie des travaux dans le cadre de ce marché pour un montant estimé à 54.004,90 € TVA 21% comprise.

Article 5 – La Société Publique de Gestion de l'Eau (S.P.G.E.), N° BCE BE 0420 651 980, rue des écoles 17-19 à 4800 Verviers prendra financièrement en charge le solde des coûts relatifs aux travaux dans le cadre de ce marché pour un montant estimé à 165.310,30 € TVA 0% comprise.

Article 6 – De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante le Service Public de Wallonie (SPW) Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, boulevard du Nord 8 à 5000 NAMUR.

Article 7 – L'A.I.D.E. est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir, au nom de la Ville de Hannut, à l'attribution du marché.

Article 8 – En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 9 – Copie de cette décision est transmise aux pouvoirs adjudicateurs participants.

Article 10 – De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 421/735-60 (n° de projet 20230016).

33. PIC-PIMACI 2022-2024 - Travaux de réfection de la rue de l'Epinette et aménagement du F99C - Approbation des conditions et du mode de passation

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1124-40 §1, 3° relatif à l'avis de légalité du directeur financier, l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu les délibérations du Conseil communal :

- En date du 26 janvier 2023 approuvant le plan d'investissement communal – programmation pluriannuelle 2022 – 2024 ;
- En date du 27 juin 2024 approuvant le cahier des charges N° 2024/269 et le montant estimé du marché “PIC-PIMACI 2022-2024 - Travaux de réfection de la rue de l'Epinette et aménagement du F99C”, établis par le Département Infrastructures communales ;

Considérant que le Service Public de Wallonie (SPW), Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés a approuvé le projet précité sous réserve de la prise en compte de diverses remarques ;

Considérant que les remarques de SPW, Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés imposent des modifications substantielles au cahier des charges ;

Considérant que pour ces motifs le cahier des charges et son estimation modifiés doivent, à nouveau, être soumis au Conseil communal pour approbation ;

Considérant le cahier des charges N° 2024/269 relatif au marché “PIC-PIMACI 2022-2024 - Travaux de réfection de la rue de l'Épinette et aménagement du F99C” modifié le 6 août 2024 par le Département Infrastructures communales ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 858.158,50 € hors TVA ou 1.038.371,79 €, TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par le SPW Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur, et que cette partie est estimée à 744.951,86 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 421/735-60 (n° de projet 20230016) et sera financé par emprunt et subsides ;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 7 août 2024, un avis de légalité favorable a été accordé par le directeur financier le 8 août 2024 ;

Considérant que le directeur financier avait un délai de 10 jours ouvrables pour remettre son avis de légalité, soit au plus tard le 22 août 2024 ;

Pour ces motifs ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article 1er – D'approuver le cahier des charges N° 2024/269 et le montant estimé du marché “PIC-PIMACI 2022-2024 - Travaux de réfection de la rue de l'Épinette et aménagement du F99C”, modifié par le Département Infrastructures communales. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 858.158,50 € hors TVA ou 1.038.371,79 €, 21% TVA comprise.

Article 2 – De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3 – De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante SPW Mobilité et Infrastructures - Direction des Espaces publics subsidiés, Boulevard du Nord 8 à 5000 Namur.

Article 4 – De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 5 – De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 421/735-60 (n° de projet 20230016).

34. Travaux de démolition/reconstruction d'une partie de l'Hôtel de Ville de Hannut avec intégration des services du CPAS et de la RCA de Hannut - Ter - Approbation des conditions et du mode de passation

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu les objectifs stratégiques et opérationnels du Programme stratégique transversal de la législature 2018-2024 qui reprennent notamment :

- L'amélioration de l'efficience des services en analysant systématiquement les besoins et en augmentant les synergies Ville/CPAS ;
- L'amélioration de la performance de nos infrastructures notamment au niveau énergétique ;
- La réduction des consommations énergétiques des bâtiments publics ;
- Le développement de l'utilisation et la production d'énergies renouvelables ;
- Le développement de projets énergétiquement durables ;
- L'adaptation d'un cadre d'accueil et de travail agréable en adéquation avec les besoins actuels des administrations, mais également répondant aux nouveaux modes de travail ;
- La conservation et l'entretien des infrastructures communales et notamment de nos bâtiments qui sont vieillissants et qui ne répondent plus aux besoins actuels (au niveau fonctionnel, mais également au niveau organisation ;

Vu la décision du Collège communal du 05 septembre 2024 décidant d'arrêter la procédure d'attribution du marché N° 2023/208-Bis "Travaux de démolition/reconstruction d'une partie de l'hôtel de ville de HANNUT avec intégration des services du CPAS et de la RCA de Hannut-Bis" et du relancer ultérieurement au motif qu'aucune offre électronique ne soit de nouveau pas parvenue dans les délais ;

Considérant que les prestations reprises dans le cahier des charges précité sont nécessaires et concomitantes avec les travaux prévus dans les lots 1 et 3 de la procédure initiale approuvée par le Conseil communal le 25 avril 2024 ;

Considérant que pour ces motifs il est nécessaire de lancer une nouvelle procédure de marché public de travaux ;

Considérant qu'il est nécessaire d'attribuer, dans les plus brefs délais, cette nouvelle procédure, laquelle reprend l'entièreté des travaux du lot 2 initial ;

Considérant dès lors qu'il n'est pas possible d'attendre le Conseil communal du 17 octobre pour soumettre à son approbation les conditions de cette nouvelle procédure ;

Considérant que les travaux du lot 1 sont subventionnés dans le cadre du PNRR et que ceux-ci doivent être terminés pour le 30 mars 2026 et sont directement liés aux travaux du lot 2 ici relancés ;

Considérant que l'urgence est ainsi bien motivée ;

Vu la décision du Collège communal du 9 septembre 2022 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Travaux de démolition/reconstruction d'une partie de l'Hôtel de Ville de Hannut avec intégration des services du CPAS et de la RCA de Hannut - Ter" à MATADOR, Société d'Architectes, N° BCE BE 0453 882 497, Avenue Brugmann 306 boîte 7 à 1180 Uccle ;

Considérant le cahier des charges N° 2023/208 - Ter relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Marc MAWET de MATADOR, Société d'Architectes, N° BCE BE 0453 882 497, Avenue Brugmann 306 boîte 7 à 1180 Uccle ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 360.818,33 € hors TVA ou 436.590,18 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant estimé hors TVA ne dépasse pas la limite pour l'utilisation de la procédure négociée directe avec publication préalable de 750.000,00 € ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Vu la décision du Conseil communal du 25 avril 2024 décidant :

- D'approuver le cahier des charges N° 2023/208 du 9 avril 2024, les conditions et le montant estimé du marché "Travaux de démolition/reconstruction d'une partie de l'hôtel de ville de HANNUT avec intégration des services du CPAS et de la RCA de Hannut" ;
- De fixer pour ce marché la procédure ouverte avec publicité européenne ;
- De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Vu la décision du Collège communal du 24 mai 2024 décidant :

- De lancer la procédure visant l'attribution du marché "Travaux de démolition/reconstruction d'une partie de l'hôtel de ville de HANNUT avec intégration des services du CPAS et de la RCA de Hannut" suivant la procédure de passation choisie (procédure ouverte) ;
- De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;
- De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 4 juillet 2024 à 10h30.

Vu la décision du Collège communal du 05 juillet 2024 décidant d'arrêter la procédure d'attribution du lot 2 et de la relancer ultérieurement au motif qu'aucune offre électronique ne soit parvenue dans les délais ;

Vu la décision du Conseil communal du 11 juillet 2024 décidant :

- D'approuver le cahier des charges N° 2023/208-Bis, les conditions et le montant estimé du marché "Travaux de démolition/reconstruction d'une partie de l'hôtel de ville de HANNUT avec intégration des services du CPAS et de la RCA de Hannut-Bis" ;
- De fixer pour ce marché la procédure négociée sans publication préalable ;

Vu la décision du Collège communal du 05 septembre 2024 décidant d'arrêter la procédure d'attribution du marché N° 2023/208-Bis "Travaux de démolition/reconstruction d'une partie de l'hôtel de ville de HANNUT avec intégration des services du CPAS et de la RCA de Hannut-Bis" et du relancer ultérieurement au motif qu'aucune offre électronique ne soit de nouveau parvenue dans les délais ;

Considérant que les prestations reprises dans le cahier des charges précité sont nécessaires et concomitantes avec les travaux prévus dans les lots 1 et 3 de la procédure initiale approuvée par le Conseil communal le 25 avril 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire de lancer une nouvelle procédure de marché public de travaux ;

Considérant que le montant estimé de ceux-ci est de 360.818,33 € HTVA ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que pour ces motifs ce marché rentre parfaitement dans le cadre de l'application de l'article 41, § 1, 2° (valeur inférieure aux seuils) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 124/724-60 (n° de projet 20220004) et sera financé par emprunt et fonds propres ;

Considérant qu'une demande afin d'obtenir l'avis de légalité obligatoire a été soumise le 10 septembre 2024, un avis de légalité favorable a été accordé par le directeur financier le 11 septembre 2024 ;

Considérant que le directeur financier avait un délai de 10 jours ouvrables pour remettre son avis de légalité, soit au plus tard le 23 septembre 2024

Pour ses motifs ;

Par 23 voix pour (DECROUPETTE Jean-Paul, DEGROOT Florence, DEVILLERS Jean-Yves, DOUETTE Emmanuel, FYON Thomas, GERGAY Audrey, JADOT Delphine, JAMAR Martin, LECLERCQ Olivier, MOTTET-TIRRIARD Arlette, 's HEEREN Niels, SNYERS Amélie, RENSON Carine, LANDAUER Nathalie, HOUGARDY Didier, DESIRONT-JACQMIN Pascale, DASSY Pascal, CHARLIER Nicole, CALLUT Eric, CARTILIER Coralie, MANTULET Mélanie, VOLONT Sandrine, OTER Pol) et 2 abstentions (DOSSOGNE François, VOLONT Johan) ;

DECIDE :

Article 1er – D'approuver le cahier des charges N° 2023/208 – Ter (non modifié) et le montant estimé du marché "Travaux de démolition/reconstruction d'une partie de l'Hôtel de Ville de Hannut avec intégration des services du CPAS et de la RCA de Hannut - Ter", établis par l'auteur de projet, Marc MAWET de MATADOR, Société d'Architectes, N° BCE BE 0453 882 497, Avenue Brugmann 306 boîte 7 à 1180 Uccle. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 360.818,33 € hors TVA ou 436.590,18 €, 21% TVA comprise.

Article 2 – De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3 – De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4 – De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 124/724-60 (n° de projet 20220004).

35. Procès-verbal de la réunion conjointe du Conseil communal et du Conseil de l'Action Sociale du 11 juillet 2024 - Prise de connaissance

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, et plus particulièrement les articles 26bis, §5, alinéa 2 et 34bis ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement ses articles L 1122 - 11 et L 1122 - 18 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 mars 2023 adoptant le nouveau règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, et plus particulièrement ses articles 56 à 63 ;

Considérant que conformément à l'article 63 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, une synthèse de la réunion conjointe a été établie par la Directrice générale et transmise au collège communal et au Président du conseil de l'action sociale dans les 30 jours de la réunion, à charge pour

le collège et le président du conseil de l'action sociale d'en donner connaissance au conseil communal et au conseil de l'action sociale lors de leur plus proche séance respective ;

Considérant que ledit procès-verbal est mis à disposition des conseillers communaux 7 jours francs au moins avant le jour de la séance ;

Considérant que la réunion du Conseil communal du 12 septembre 2024 s'est écoulée sans observation sur la rédaction du procès-verbal susdit ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article unique - Du procès-verbal de la séance conjointe Ville-CPAS qui sera publié sur le site internet de la commune.

36. Procès-verbal de la séance publique du 11 juillet 2024 - Approbation

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement ses articles L 1122-16, L 1132-1 et L 1132 -2 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 23 mars 2023 adoptant un règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, et plus particulièrement ses articles 48 et 49 ;

Considérant que le procès-verbal des délibérations en séance publique du Conseil communal du 11 juillet 2024 a été dressé par la Directrice générale afin d'en conserver acte ;

Considérant que ledit procès-verbal est mis à disposition des conseillers communaux 7 jours francs au moins avant le jour de la séance ;

Considérant que la réunion du Conseil communal du 12 septembre 2024 s'est écoulée sans observation sur la rédaction du procès-verbal de la séance précédente ;

A l'unanimité ;

DECIDE :

Article unique - D'approuver le procès-verbal de la séance précédente.

Par le Conseil communal :

Le Secrétaire,

Le Président,

Amélie DEBROUX.
Directrice générale.

Emmanuel DOUETTE.
Bourgmestre.